



RÉSUMÉ DE LA DIXIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL OUVERT A TOUS SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES: 31 MARS - 4 AVRIL 2014

La dixième session du Groupe de travail ouvert à tous (GTO) sur les objectifs de développement durable (ODD) de l'Assemblée générale des Nations Unies, a eu lieu du 31 mars au 4 avril 2014, au Siège de l'ONU à New York. Macharia Kamau, Représentant permanent du Kenya, et Csaba Kőrösi, Représentant permanent de la Hongrie, ont continué dans leur rôle de co-présidents de la réunion, réunion qui cherche à affiner les préférences exprimées lors d'une phase de « bilan » qui a duré une année, en vue d'élaborer un rapport sur les objectifs et cibles de développement durable préférés.

Les États membres et les grands groupes ont présenté leurs observations sur une liste de 19 « domaines d'intervention », et sur les cibles potentielles liées à chaque domaine d'intervention, liste qui avait été distribuée par les coprésidents et révisées sur la base des discussions qui ont eu lieu à la GTO-9, début mars dernier. Les délégués ont également entendu les réactions des grands groupes et leurs commentaires sur les domaines d'intervention, et ont discuté de la voie à suivre durant les trois sessions restantes. A la fin de la réunion, les coprésidents ont indiqué qu'ils réviserait le document des domaines d'intervention sur la base des discussions menées à la GTO-10, et de faire en sorte qu'il soit disponible le 18 avril pour guider la préparatifs de la GTO-11 qui aura lieu du 5 au 9 mai 2014. A la séance de clôture, le co-président Kamau a souligné que les délégués ont présenté un nombre incroyable d'idées pour les objectifs et cibles. Kamau a précisé que la réduction du nombre d'objectifs proposés ne va pas être un processus facile, mais que c'est là le défi que les États membres des Nations Unies se sont fixés à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) en juin 2012. Il a encouragé le Groupe à ne pas « rester coincé » dans les thèmes des 19^e et 20^e siècles, et à placer en haut de l'ordre du jour, les thèmes du 21^e siècle, tels que le changement climatique, les écosystèmes, l'inclusion sociale et la bonne gouvernance.

BREF HISTORIQUE DU GTO

A la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en Juin 2012, les gouvernements ont convenu de lancer un processus visant à élaborer un ensemble d'ODD. Ils ont appelé à la création d'un GTO qui soit transparent et ouvert aux parties prenantes et qui soit composé de 30 représentants des cinq groupes régionaux des Nations Unies, désignés par les Etats membres des Nations Unies, pour élaborer une proposition d'ODD. Ils ont également appelé le GTO à soumettre à la 68^e session de l'Assemblée, un rapport contenant une proposition d'ODD, pour examen et action appropriée.

Le document final de Rio+20 souligne, entre autres:

- l'importance de rester fermement attaché à la réalisation complète et rapide des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de respecter tous les principes de Rio, en tenant compte de la diversité des situations, capacités et priorités nationales;

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du GTO	1
Compte-rendu de la GTO-10	3
Discussion sur la méthodologie; déterminer les objectifs et les cibles	3
Débat indicatif sur la consolidation des domaines d'intervention, concentration sur les objectifs et les cibles possibles	4
Réunion avec de grands groupes et autres parties prenantes	27
Clôture de la GTO-10	29
Brève analyse de la GTO-10	29
Réunions à venir	31
Glossaire	32

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Faye Leone, Kate Offerdahl, et Lynn Wagner, Ph.D. Version française: Mongi Gadhoun - Correctrice: Myriam Gadhoun. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le bailleur de fonds du *Bulletin* est la Commission européenne (DG-ENV). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement particulier pour la couverture de cette réunion a été fourni par l'Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

- que les ODD doivent être orientés vers l'action, concis et faciles à communiquer, en nombre limité, ambitieux, de nature globale, universellement applicables à tous les pays et axés sur les domaines prioritaires pour la réalisation du développement durable;
- la nécessité de s'assurer de la coordination et de la cohérence avec les processus traitant du programme de développement de l'après-2015, et de recevoir une première contribution au travail du GTO de la part du Secrétaire général des Nations Unies, en concertation avec les gouvernements nationaux;
- la nécessité d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, accompagnés de cibles et d'indicateurs, tout en prenant en ligne de compte la diversité des situations et capacités nationales et des niveaux de développement des pays; et
- l'importance d'avoir à disposition des données globales, intégrées et scientifiquement fondées, sur le développement durable, et de l'appui devant être apporté aux commissions économiques régionales dans le domaine de la collecte et de la compilation des contributions nationales visant à éclairer cet effort mondial.

L'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) devait approuver le document final, intitulé '*L'avenir que nous voulons*', dans sa résolution 66/288, le 30 novembre 2012.

LA RÉOLUTION 67/203 DE L'AGNU: Le 21 décembre 2012, l'Assemblée générale a adopté la résolution 67/203 qui appelle le GTO à présenter un rapport à l'Assemblée générale, au début de sa 68^e session, de préférence avant la première réunion du forum politique de haut niveau (FPHN). Elle appelle également le GTO à présenter régulièrement un rapport sur les progrès accomplis, en tenant compte de la tenue du premier FPHN et de la réunion extraordinaire de l'AGNU consacrée au suivi des efforts déployés pour la réalisation des OMD.

LA DÉCISION DE L'AGNU ÉTABLISSANT LE GTO (67/555): Le 22 janvier 2013, l'Assemblée générale a adopté une décision établissant la composition du GTO allouée aux cinq groupes régionaux de l'ONU. Selon l'annexe de la décision, six sièges sont occupés par un pays à lui tout seul, accordés: au Bénin, au Congo, au Ghana, à la Hongrie, au Kenya et à la Tanzanie. Neuf sièges sont occupés par des paires de pays, comme suit: Bahamas/Barbade; Belarus/Serbie; Brésil/Nicaragua, Bulgarie/Croatie; Colombie/Guatemala; Mexique/Pérou; Monténégro/Slovénie; Pologne/Roumanie; et Zambie/Zimbabwe. Quatorze sièges sont occupés par des trios de pays, comme suit: Argentine/Bolivie/Equateur; Australie/Pays-Bas/Royaume-Uni; Bangladesh/République de Corée/Arabie Saoudite; Bhoutan/Thaïlande/Vietnam; Canada/Israël/États-Unis; Danemark/Irlande/Norvège; France/Allemagne/Suisse; Italie/Espagne/Turquie; Chine/Indonésie/Kazakhstan; Chypre/Singapour/Émirats Arabes Unis; Guyane/Haïti/Trinité-et-Tobago; Inde/Pakistan/Sri Lanka; Iran/Japon/Népal; et Nauru/Palau/Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un siège est partagé par quatre pays: Algérie/Égypte/Maroc/Tunisie.

REUNION EXTRAORDINAIRE DE L'AGNU SUR LA RÉALISATION DES OMD: La réunion extraordinaire de haut niveau a eu lieu le 25 septembre 2013 au siège de l'ONU à New York. Le document final de la réunion a déterminé que le travail du GTO alimentera les négociations internationales sur le programme de développement pour l'après-2015, qui

commencent en septembre 2014, et qu'un Sommet mondial aura lieu en septembre 2015, pour s'entendre sur un nouveau programme de développement des Nations Unies.

LES HUIT PREMIÈRES SESSIONS DU GTO: Le GTO a tenu ses huit premières réunions entre mars 2013 et février 2014, au Siège de l'ONU à New York. A la première réunion (14-15 mars 2013), les participants ont échangé leurs vues initiales sur la forme et le fond du cadre des ODD. A la deuxième réunion (17-19 Avril 2013), les délégués se sont concentrés sur le cadre global de l'éradication de la pauvreté et du développement durable et sur les thèmes intersectoriels dont, notamment: la gouvernance; l'égalité homme-femme et l'autonomisation des femmes; les approches fondées sur les droits de l'homme; et des moyens de mise en œuvre. Les délégués à la GTO-2 devaient discuter aussi du programme de travail pour 2013-2014, et les six sessions suivantes du GTO ont porté sur les modules thématiques déterminés dans ce document.

Les modules thématiques, à propos desquels le GTO a mené un « inventaire » sont les suivants:

- GTO-3 (22-24 mai, 2013): la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, et l'eau et l'assainissement;
- GTO-4 (17-19 juin 2013): l'emploi et le travail décent pour tous, la protection sociale, la jeunesse, l'éducation et la culture, et la dynamique de la santé et de la démographie;
- GTO-5 (25-27 novembre 2013): la croissance économique soutenue et inclusive, les questions de politique macroéconomique (y compris le commerce international, le système financier international et la viabilité de la dette extérieure), le développement des infrastructures et l'industrialisation, et l'énergie;
- GTO-6 (9-13 décembre 2013): les moyens de mise en œuvre (la science et la technologie, le partage des connaissances et le renforcement des capacités), le partenariat mondial pour le développement durable, les besoins des pays en situation particulière, les pays africains, les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL), et les petits États insulaires en développement (PEID), ainsi que les défis particuliers auxquels font face les pays à revenu intermédiaire, et les droits de l'Homme, le droit au développement, et la gouvernance mondiale;
- GTO-7 (6-10 janvier 2014): Villes et établissements humains durables, transport durable, consommation et production durables (y compris les produits chimiques et les déchets), et le changement climatique et la prévention des risques de catastrophe; et
- GTO-8 (3-7 février 2014): les océans et les mers, les forêts, la biodiversité, la promotion de l'égalité, y compris l'équité sociale, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, et la prévention des conflits, la consolidation de la paix post-conflit et la promotion d'une paix durable, la primauté du droit et la gouvernance.

Sur la base des huit premières sessions du GTO, les co-présidents ont publié un document de « bilan », le 14 février 2014, et un document sur « les domaines d'intervention » le 21 février 2014. Les 19 domaines d'intervention constituant la base des discussions à la GTO-9, sont: l'éradication de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition, la dynamique de la santé

et de la démographie, l'éducation, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, l'eau et l'assainissement, l'énergie, la croissance économique, l'industrialisation, les infrastructures, l'emploi et le travail décent pour tous, la promotion de l'égalité, des villes et des établissements humains durables, consommation et production durables; le changement climatique, les ressources marines, les océans et les mers, les écosystèmes et la biodiversité, les moyens de mise en œuvre, des sociétés pacifiques et non - violentes, et des institutions capables.

LA GTO-9: La neuvième session du GTO s'est tenue du 3 au 5 mars 2014. Les délégués y ont examiné la liste des 19 « domaines cibles », qui avait été distribuée par les coprésidents une semaine plus tôt, ont participé à une réunion conjointe avec le Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable (ICESDF), et ont entendu les réactions des principaux groupes sur les domaines d'intervention. Se fondant sur les discussions, les coprésidents ont indiqué qu'ils « peaufineront » le document des domaines d'intervention comme apport à la GTO-10.

COMPTE-RENDU DE LA GTO-10

Lundi 31 mars 2014, le co-président du GTO, Macharia Kamau, a ouvert la session et a invité les délégués à examiner les articles inscrits à l'ordre du jour de la journée: une discussion sur la méthodologie, suivie d'un débat sur les objectifs et cibles possibles, liés à l'éradication de la pauvreté et à la promotion de l'égalité. Kamau a également rappelé aux délégués qu'il ne reste au GTO que 20 jours pour achever ses travaux. Il leur a rappelé aussi que le GTO a déjà terminé un processus de bilan qui a duré une année, et a exprimé l'espoir de les voir résister à la tentation de faire des exposés magistraux sur les points de l'ordre du jour.

Le co-président Csaba Kőrösi a présenté une note de définition des objectifs et des cibles, élaborée sur la base des délibérations de la deuxième session du GTO, du résultat de septembre 2013 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le programme de développement pour l'après-2015, et de l'appel à des ODD, dans le document final de Rio+20. Kőrösi a précisé qu'un objectif exprime un engagement ambitieux, spécifique et faisable, qu'il doit être concis et facile à communiquer et qu'il parle de ce à quoi l'on aspire. Que, dans l'intervalle, les cibles déterminent des actions mesurables dont la réalisation contribuerait, de façon importante, à la concrétisation d'un ou plusieurs objectifs. Il a souligné, en outre, que les cibles sont ambitieuses mais atteignables, qu'elles sont pertinentes à l'échelle nationale et limitées dans le temps, et qu'elles peuvent être ajustées avec les progrès de la science et si les pays améliorent leur niveau d'ambition. Le co-président Kamau a invité les délégués à discuter de la façon de regrouper les domaines d'intervention et de déterminer des objectifs qui soient de puissants moteurs de développement durable et des cibles qui soient des actions et des produits capables d'aider à atteindre ces objectifs.

DISCUSSION SUR LA MÉTHODOLOGIE; DETERMINER LES OBJECTIFS ET LES CIBLES

La Bolivie, au nom du Groupe des 77 et de la Chine (G-77/Chine), a réitéré que le résultat du GTO doit être fondé sur le mandat de Rio+20 et rendre compte des principes de Rio, notamment celui des responsabilités communes mais

différenciées (RCMD) qui, selon lui, doivent figurer dans le rapport narratif accompagnant les ODD. Le délégué a déclaré que les ODD ne doivent pas imposer de restrictions supplémentaires aux pays en développement. Il a précisé que les groupes de domaines d'intervention proposés pourraient être utilisés pour discussion sans préjuger de la sélection finale des objectifs et cibles à retenir. De nombreux intervenants qui ont pris la parole ensuite, étaient d'accord avec ce dernier point.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a déclaré que le regroupement des thèmes doit satisfaire au critère mentionné dans le résultat de Rio+20, et ne pas introduire de thèmes qui ne bénéficient pas de consensus. Le délégué a signalé qu'un thème controversé ou susceptible d'engendrer un conflit peut s'avérer une distraction coûteuse, mais que des idées, telles que la primauté du droit, pourraient trouver une formulation acceptable dans d'autres domaines. Il a ajouté que la plupart des domaines d'intervention, dans les objectifs proposés, traitent des défis posés aux pays en développement et non des défis posés aux pays industrialisés, et qu'ils n'en disent pas assez sur les moyens de mise en œuvre (MMCE). Il a également appuyé l'élaboration d'un narratif court faisant référence aux principes clés de Rio+20, sans remise en cause, y compris celui des responsabilités communes mais différenciées; demandé un calendrier pour les produits qui seront suggérés par les réunions à venir du GTO; et invité le système des Nations Unies à contribuer, par la fourniture de données, à l'élaboration de propositions d'objectifs et de cibles.

La Guinée-Bissau, au nom du Groupe africain, a déclaré que des MMCE doivent être liées à chaque objectif, et être inclus dans un ODD autonome.

Nauru, au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a appelé à la reconnaissance des besoins des pays dans des situations particulières, a déclaré que la mise à disposition de MMCE, est primordiale, et a suggéré de se concentrer sur la résilience des sociétés, sur les causes profondes du changement climatique et sur la participation à la prise de décision.

Le Bénin, au nom des pays les moins avancés (PMA), a souligné que la Déclaration du Millénaire avait des chiffres pour six objectifs sur les huit retenus, mais que pour ce qui est des ODD, les projets de domaines d'intervention n'ont pas encore de calendriers quantifiables et réalistes. Le délégué a déclaré que les ODD doivent être fondés sur un traitement différencié et préférentiel en faveur des PMA, et que des MMCE doivent être élaborés pour chaque domaine d'intervention.

La Zambie, pour les pays en développement sans littoral (PDSL), a attiré l'attention sur la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, qui se tiendra en novembre 2014, et qui, a-t-elle indiqué, produira un plan révisé pour alimenter le programme de développement pour l'après-2015. Elle a également déclaré que les ODD doivent être guidés par les principes de Rio.

L'Union européenne (UE) a déclaré que le partenariat mondial sera construit sur les processus de Monterrey/Doha, de Busan et de l'ICESDF, et pas seulement sur celui du GTO. Le délégué n'a pas soutenu l'idée de traiter la question des MMCE sous chaque ODD, de manière « fragmentée ». Au sujet des domaines d'intervention, il a dit: que développer davantage les interconnexions, peut aider à réduire le nombre d'objectifs; que le cadre doit reconnaître les avantages des modes de consommation

et de production durables (CPD); que la résilience au changement climatique et aux risques de catastrophe, doit être activement incorporé ou intégré dans les objectifs et les cibles connexes; et que l'objectif « Sociétés pacifiques et non-violentes » doit être considéré comme distinct de l'objectif « Primauté du droit et des institutions capables ».

Trinité-et-Tobago, au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a déclaré que les dimensions économiques, qui sont « les plus négligées », ne doivent ni être rangées dans un objectif, ni confondues avec un objectif sur les MMCE. Le délégué a indiqué aussi que les objectifs potentiels doivent inclure, à la fois, des cibles centrales et des cibles supplémentaires qui les relient à d'autres objectifs, et qui renforcent les trois dimensions du développement durable.

DÉBAT INDICATIF SUR LA CONSOLIDATION DES DOMAINES D'INTERVENTION, CONCENTRATION SUR LES OBJECTIFS ET LES CIBLES POSSIBLES

ERADICATION DE LA PAUVRETÉ ET PROMOTION DE L'ÉGALITÉ: Lundi, l'Australie, parlant également pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, a déclaré que les ODD devraient être basées sur les OMD, Rio+20 et la réunion extraordinaire de l'Assemblée générale du 25 septembre 2013. Le délégué a précisé que le GTO « ne doit pas nous limiter inutilement » ni à l'égard des processus existants, ni à l'égard des questions qui apparaissent difficiles, comme celle des « sociétés pacifiques et non-violentes ».

La représentante des États-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, s'est opposée à la qualification de la formulation « sociétés pacifiques non-violentes, primauté du droit et institutions capables » d'intruse, et a déclaré que ces questions doivent être prises en compte dans deux domaines d'objectifs distincts. Au sujet de l'éradication de la pauvreté, elle a soutenu l'idée d'en rendre compte à travers l'ensemble du cadre, a souligné la nécessité de connecter davantage de personnes aux marchés, et a appelé à un objectif sur la résilience aux risques. Au sujet de la promotion de l'égalité, elle a déclaré que les objectifs et cibles doivent veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte; a mis en exergue un objectif possible de réduire le nombre de personnes vivant sous les planchers nationaux de pauvreté; et a précisé que les objectifs doivent exiger l'accomplissement pour le quintile inférieur de la population.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a déclaré que le GTO devrait se concentrer sur la détermination d'objectifs qui doivent être en nombre limité. La représentante a appelé à une concentration sur les interconnexions qui existent entre les cibles, et sur la détermination de celles qui peuvent être incluses dans plus d'un objectif. Elle a ajouté que le nouveau programme doit: donner la priorité à la fois à l'éradication de la pauvreté et à la création de conditions favorables; avoir le développement durable pour fondement; s'adresser à la classe moyenne mondiale; et inclure des modes de CPD. Elle s'est opposée à l'idée d'inclure un rapport narratif, à ce stade.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovaquie, a déclaré que tous les ODD doivent aborder les trois dimensions du développement durable. Que les interconnexions peuvent aider à relier les questions à des actions efficaces et à rationaliser et à regrouper les domaines d'intervention. Au sujet de l'éradication

de la pauvreté, le délégué a soutenu l'idée d'avoir un objectif de zéro personnes vivant avec moins de 1,25 dollars par jour, ainsi que l'objectif de réduire le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté de leur pays.

Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a souligné l'importance du développement de la culture et de la réduction des risques de catastrophe (RRC). Le délégué a proposé que le GTO détermine les sous-domaines d'intervention qui ont des interconnexions claires avec tous les domaines d'intervention et ceux qui pourraient devenir des objectifs. Il a indiqué que les Domaines d'intervention 12 (égalité) et 14 (CPD) doivent être considérés comme transversaux, et que certains domaines, tels que la gestion des risques de catastrophes naturelles, peuvent aider à assurer l'intégration des trois dimensions du développement durable.

Le Bénin, au nom des PMA, a appelé à un domaine autonome sur « l'éradication de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition », et au regroupement de l'éradication de la pauvreté et de la lutte contre les inégalités dans un seul « panier ». Le délégué a mis en relief l'inégalité entre les pays, signalant que seulement 15% de la pauvreté mondiale est due à la variation au sein des pays. Il a appelé à des cibles d'éradication de la pauvreté, axées sur la fin de la pauvreté extrême, la faim et la malnutrition, au profit de tous, et sur l'éradication de la pauvreté multidimensionnelle. Au sujet de l'égalité, il a soutenu l'autonomisation et l'inclusion des groupes marginalisés, des opportunités économiques égales, et la promotion d'une croissance différentielle du revenu élevé au bas de la répartition des revenus. Il a également appelé à des objectifs traitant: du plein emploi productif et du travail décent pour tous; de l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingence pour l'ensemble des PMA, sur une base préférentielle; et d'une voix accrue en faveur des PMA dans les processus décisionnels mondiaux.

Au sujet de la pauvreté, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a appelé à une réforme des institutions financières internationales, en particulier des structures de gouvernance, de manière fondée sur une représentation juste et équitable des pays en développement. Le délégué a indiqué que la question de la dette insoutenable doit être traitée et prévenue, et a souligné le rôle des banques régionales de développement. Il a également souligné le principe des responsabilités communes mais différenciées, l'accès à la technologie et le renforcement des capacités pour assurer l'utilisation adéquate des MMCE destinées aux politiques et programmes d'éradication de la pauvreté, et la réglementation et la supervision des marchés financiers et des flux de capitaux.

La Chine, parlant également pour l'Indonésie et le Kazakhstan, a déclaré que le prochain projet devrait inclure un chapitre introductif évoquant les Principes de Rio, en particulier, celui des responsabilités communes mais différenciées. La représentante a souligné l'importance d'avoir un préambule pour les domaines d'intervention et pour les éléments qui ne sont pas « transformables en objectifs ». Elle a également demandé une définition de l'éradication de la pauvreté « extrême »; suggéré d'utiliser le seuil de pauvreté national pour définir la pauvreté relative; et soutenu la plupart des points sur l'inégalité entre les pays, mais a déclaré, qu'au sein des pays, cette question relève de la gouvernance nationale.

L'Italie, parlant également pour l'Espagne et la Turquie, a suggéré de renforcer la reddition de comptes, et a précisé que cet élément devrait être lié au Forum politique de haut niveau sur le rôle de développement durable, qui aura lieu en 2016, lorsqu'il procédera à l'examen ministériel annuel.

L'Inde a déclaré que le regroupement doit refléter le modèle du résultat final de Rio+20, ajoutant qu'il ne voyait pas la paix comme un groupe ou un objectif distinct. Le délégué a indiqué en outre que les ODD doivent être véritablement universels et doivent comprendre des engagements spécifiques pour les pays industrialisés.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, a déclaré que chaque objectif devrait être applicable et prévoir des actions dans tous les pays, et que tous les objectifs devraient être aussi précis que possible.

La Guinée-Bissau, au nom du Groupe africain, a déclaré que l'emploi décent pour tous, en particulier pour les jeunes, est un objectif clé. Chypre, parlant également pour Singapour et les Emirats arabes unis, a déclaré que l'approche fondée sur le consensus devrait continuer à être la base du travail du GTO, et a suggéré qu'il existe un consensus pour des objectifs autonomes sur, entre autres, l'eau et l'assainissement, l'énergie, la santé, l'éducation et l'autonomisation des femmes.

La Roumanie: a souligné l'importance de porter l'attention sur les sociétés pacifiques et non violentes et la bonne gouvernance; a déclaré que l'accent devrait être mis sur le bien-être et non pas seulement sur le revenu; et a souligné que l'éradication de la pauvreté ne sera pas possible si la bonne gouvernance n'est pas en place.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a déclaré que les ODD devraient tenir compte des ordres du jour et des programmes actuellement mis en œuvre. Le délégué a souligné que les pays doivent être autorisés à traduire les objectifs de leurs propres stratégies et priorités nationales de développement.

La Suède a déclaré que le cadre doit intégrer les droits humains partout. La représentante a appelé à l'élaboration de liens permettant de capter les objectifs véritablement transformateurs. Au sujet de l'idée d'avoir un narratif pour les ODD, elle a indiqué que le résultat de Rio+20, la réunion extraordinaire de septembre 2013 et la Déclaration du Millénaire constituent une plate-forme suffisante. Elle a précisé que pour que la croissance économique se traduise par une réduction de la pauvreté, elle doit être inclusive et durable. Elle a affirmé que lutter contre les inégalités au sein des pays est une condition préalable pour l'éradication de la pauvreté. Elle a également appelé à des protections sociales et économiques minimales pour réduire les vulnérabilités.

Le Bangladesh a mis en garde contre l'apport de nouveaux éléments, vu « qu'il s'agit là, d'abord et avant tout, d'un programme de développement ». Les PMA devraient avoir la priorité, a-t-il ajouté. Au sujet de l'éradication de la pauvreté, il a soutenu l'idée s'avoir une cible axée sur l'élimination de l'extrême pauvreté, ainsi que la nécessité de résoudre la « question des définitions ». Au sujet des MMCE, il a déclaré que la qualité de l'aide publique au développement (APD) est importante. Il a plaidé pour l'égalité des chances économiques, pour l'inclusion financière et pour des socles de protection sociale.

La République de Corée a exprimé l'espoir de voir un consensus émerger sur le principe de RCMD et sur les MMCE. Le délégué a plaidé pour des objectifs autonomes sur: l'éradication de la pauvreté; une éducation de qualité pour tous; l'énergie durable pour tous (SE4ALL); l'eau et l'assainissement; la croissance économique; la gestion des ressources naturelles de manière durable; et les MMCE. S'agissant de l'éradication de la pauvreté, il a suggéré des cibles axées sur: l'éradication de la pauvreté absolue; la réduction de la proportion de personnes vivant en dessous des seuils nationaux de pauvreté; et le renforcement des filets de sécurité sociale, en mettant l'accent sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

Palau a déclaré: que la culture doit être reconnue comme un moteur et un catalyseur pour le développement durable; qu'une révolution dans les données est importante pour le suivi de la mise en application et des progrès réalisés; qu'une définition claire de la pauvreté est nécessaire; que l'éradication de la pauvreté et la progression de l'égalité, au sein des pays et entre eux, ont besoin de paix et de stabilité, d'une bonne gouvernance et de la primauté du droit.

L'Irlande, parlant également pour le Danemark et la Norvège, a appelé à l'éradication de la pauvreté à travers la réalisation du développement durable, soulignant que toutes les populations comptent sur les ressources naturelles pour leur subsistance. Pour éradiquer la pauvreté de manière irréversible, la croissance économique doit être poursuivie à travers des stratégies inclusives et durables. Le délégué a précisé que l'objectif de l'éradication de la pauvreté doit intégrer la promotion de sociétés pacifiques, non violentes et inclusives. Il a également appelé à des objectifs axés sur la gouvernance inclusive et la reddition de comptes.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant aussi pour Palau, Nauru et les PEID du Pacifique, a déclaré que les objectifs doivent refléter les besoins des pays en situation particulière. Le délégué a rappelé l'accès placé par Rio+20 sur l'éradication de la pauvreté, présentée comme étant la plus grande priorité dans le programme de développement des Nations Unies.

Au sujet de la pauvreté, le Pakistan a suggéré des objectifs visant: à éliminer l'extrême pauvreté, d'ici à 2030; à réduire de moitié, d'ici à 2030, l'intensité de la pauvreté en se fondant sur des indices déterminés à l'échelle nationale; et à mettre en place, d'ici 2030, des planchers de protection sociale contre la pauvreté. S'agissant des inégalités, le délégué a proposé des objectifs visant: à réduire de moitié, d'ici à 2030, l'écart entre les ratios de revenu du top 10 et des plus bas revenus, de 40 pour cent, à l'échelle nationale; à réduire les discriminations ethnique, religieuse, sexuelle et autres; à augmenter les flux migratoires des pays à faible revenu vers les pays à revenu élevé; et à réformer, d'ici 2020, les règles régissant le commerce international, la comptabilité d'entreprise et la propriété intellectuelle de manière à s'assurer de leur cohérence avec les ODD. Il a également mis en exergue l'éducation et l'énergie, en tant « qu'égaliseurs ».

La Zambie a déclaré que l'éradication de la pauvreté doit être l'objectif numéro un et que cet objectif doit comprendre des cibles axées sur l'augmentation, entre autres: des investissements dans les infrastructures; de la proportion de personnes bénéficiant de la sécurité alimentaire; de l'accès à une éducation de qualité dispensée à un prix abordable; de l'accès aux services de soins de santé; et de l'accès à un emploi décent et rémunérateur.

La Serbie a proposé la consolidation du domaine d'intervention 8 (croissance économique) et du domaine d'intervention 11 (emploi et travail décent pour tous) en un seul domaine, ainsi que la consolidation des domaines d'intervention prioritaires 9 et 10 (industrialisation et infrastructure). Le délégué a fait part de l'intérêt que la Serbie porte au domaine d'intervention 19, qui a trait à la lutte contre la criminalité organisée et la corruption.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a déclaré que la primauté du droit et la bonne gouvernance sont essentielles, a appelé à la protection sociale des groupes vulnérables et a précisé que l'inégalité doit être traitée comme un thème transversal. Le délégué a également souligné la nécessité de faire figurer les MMCE dans un domaine d'intervention distinct, de déterminer les objectifs et les cibles avant de discuter des MMCE, et d'être conscient du travail accompli par l'ICESDF. Il a ajouté que le principe de RCMD appartient au cadre des questions ayant rapport avec la lutte contre le changement climatique.

La Guyane a déclaré que les ODD doivent chercher à rendre la pauvreté irréversible, car de nombreuses personnes font face au risque d'y tomber. Le délégué a apporté son appui à l'idée d'avoir des objectifs spécifiques sur l'éradication de la pauvreté et la promotion de l'égalité, ainsi que des éléments supplémentaires, dans d'autres objectifs, pour mettre en évidence les interconnexions existantes. Il a indiqué que l'égalité des chances doit, aussi, être encouragée au niveau international.

La représentante des Pays-Bas, parlant également pour l'Australie et le Royaume-Uni, a proposé un objectif axé sur la lutte contre la pauvreté, comprenant trois cibles: réduire l'extrême pauvreté comme déterminé par la visée de zéro personnes vivant avec moins de 1,25 dollars par jour; réduire le nombre de personnes vulnérables exposées au risque de pauvreté extrême, c'est à dire à vivre avec moins de 2,50 dollars par jour; et réduire la proportion de personnes vivant en dessous des seuils nationaux de pauvreté. Elle a décrit, aussi, sept éléments sur l'égalité: éliminer la discrimination dans les lois, les politiques et les pratiques; assurer des opportunités économiques égales pour tous; et renforcer les régimes de protection sociale.

L'Italie, parlant également pour l'Espagne et la Turquie, a déclaré que la pauvreté devrait être mesurée par un indice multidimensionnel qui traite ses causes économiques, sociales, culturelles et territoriales, et a souligné que les inégalités extrêmes constituent une menace pour la vie démocratique.

Le Bhoutan, parlant également pour la Thaïlande et le Viet Nam, a soutenu l'idée d'avoir des objectifs multidimensionnels, comprenant des filets de sécurité sociale qui assurent l'accès à l'éducation et à la santé. Au titre national, le Bhoutan a fait état du besoin d'objectifs et de cibles appropriés pour les populations vivant dans les montagnes.

La Biélorussie a apporté son appui à l'idée d'un objectif sur l'éradication de la pauvreté, et a déclaré que la lutte contre l'inégalité doit être traitée dans un objectif distinct et que la mondialisation est à l'origine de la croissance mondiale mais qu'elle est aussi la cause de l'augmentation des inégalités.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a demandé aux coprésidents de proposer un processus plus facilitateur, y compris en soulignant les points de convergence. La représentante a proposé des objectifs portant, notamment sur:

l'accès universel, pour les hommes et les femmes, à des services énergétiques; l'approvisionnement en eau potable et abordable; l'accès équitable à l'éducation; l'augmentation du nombre d'emplois décents et de bonnes compétences; la réduction du fardeau de la morbidité due au paludisme et à d'autres maladies; et la protection des droits de tous à une alimentation saine, abordable et nutritive.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, a suggéré des objectifs visant, entre autres: à éradiquer l'extrême pauvreté; à réduire la pauvreté relative et à combattre les inégalités aux niveaux national et international; à établir des socles de protection sociale; à promouvoir la résilience des sociétés face aux catastrophes naturelles et à la violence; à promouvoir un système commercial multilatéral ouvert et réglementé; à encourager les investissements privés étrangers responsables; à réduire le financement illicite et les paradis fiscaux; réduire le réchauffement climatique à 2°C des niveaux préindustriels; et à garantir les droits des migrants.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a déclaré que la pauvreté doit être abordée en mettant l'accent sur le revenu ainsi que sur l'accès à l'alimentation, à la santé, à la sécurité sociale, à l'Internet et à l'eau, entre autres. Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a accueilli favorablement l'idée d'une approche multidimensionnelle de l'éradication de la pauvreté, et a indiqué que les subventions accordées dans les pays industrialisés doivent être arrêtées.

L'Indonésie a déclaré que les ODD doivent être universels et applicables à tous et que le principe de RCMD est impératif. Le Pérou, parlant pour le Groupe des Amis de la Culture, a proposé des objectifs permettant de s'assurer que les industries créatives se trouvent de nouvelles voies d'intégration à l'économie mondiale. Le Cap vert a mis en exergue l'importance de la gestion des catastrophes et a déclaré que la culture doit être considérée comme un produit important à livrer. Le délégué de Timor Leste a suggéré de mesurer les seuils de pauvreté nationaux à l'aide de données ventilées par sexe et par groupes sociaux, et a déclaré que l'expérience de son pays démontre l'existence de liens entre la paix et le développement durable.

Le Qatar a souligné le rôle de la politique familiale en matière d'éducation primaire universelle et d'autonomisation des femmes, et a affirmé qu'il est fondamental pour un programme de développement rationnel pour l'après-2015. La représentante a appelé à l'intégration de la culture dans les ODD et dans le programme de développement pour l'après-2015.

Le Costa Rica a déclaré: que les stratégies de réduction des risques de catastrophe devraient bénéficier d'une place plus importante dans l'éradication de la pauvreté; que les « grossesses prématurées » défavorisent les familles pour le reste de leur vie et les générations suivantes; et que les droits humains et la primauté du droit restent faibles dans l'ensemble du texte. Au sujet du changement climatique, le délégué a indiqué que le groupe doit rester concentré sur les ODD, favoriser la résilience et la capacité d'adaptation et promouvoir la réduction des risques de catastrophe naturelle et les technologies respectueuses du climat.

Le Maroc a déclaré que les MMCE doivent être inclus dans chaque domaine d'intervention, et que le principe de RCMD devrait être le principe régissant le nouveau partenariat pour le

développement. Le délégué a déclaré que l'emploi et la création de revenus devraient être parmi les principaux moyens de lutte contre la pauvreté, et a encouragé la lutte contre les inégalités à travers l'autonomisation économique des pauvres. Il a appelé à une cible axée sur l'éradication de la pauvreté dans les zones rurales.

Le Saint-Siège a souligné l'importance de la famille dans l'alimentation et dans le renforcement de la prochaine génération dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Le Népal a déclaré que la question des écosystèmes montagneux doit être traitée et que les PMA devraient bénéficier d'une attention particulière. L'Ouganda a soutenu les objectifs suivants: assurer l'éradication de la pauvreté absolue, d'ici 2030; réduire la pauvreté relative de 50% d'ici 2030, par rapport aux seuils nationaux de pauvreté; et veiller à la mise en place de socles de protection sociale.

L'Autriche a déclaré que le principe de RCMD devrait être limité à son contexte d'origine, et ne pas être élargi à celui des ODD ou du programme de développement pour l'après-2015, et a suggéré la fourniture de nouveaux efforts en vue d'une croissance économique « durable ».

L'Éthiopie a soutenu l'idée d'avoir un objectif de premier ordre sur « l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes », assorti de cibles axées, notamment, sur: l'élimination de l'extrême pauvreté, d'ici à 2030; la garantie d'une protection sociale pour les groupes vulnérables; le renforcement de la résilience face aux catastrophes naturelles; la réalisation du plein emploi productif; l'augmentation des investissements dans les infrastructures rurales; une croissance économique rapide, soutenue et inclusive; et la garantie de l'accès aux marchés.

Le Paraguay a appelé à une réforme des institutions financières internationales et à la conclusion du Cycle de négociations de Doha sur le commerce international. Au sujet de l'éradication de la pauvreté et de la promotion de l'égalité, le délégué a déclaré que tous les autres domaines d'intervention doivent converger vers ces deux domaines et être propices à leur réalisation. Il a indiqué aussi que l'éradication de la pauvreté et la promotion de l'égalité ne sont réalisables, dans les pays en développement sans littoral, qu'à travers une diversification de la production et la garantie de l'accès aux marchés.

Le Nigéria a mis l'accent sur le commerce et les prix des matières premières, soulevant des questions sur le traitement des hommes et des femmes dans ce commerce, sur le rôle des banques et des bourses locales et sur la fixation des prix des matières premières, au niveau international.

L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES; L'ÉDUCATION; L'EMPLOI ET LE TRAVAIL DECENT POUR TOUS; LA DYNAMIQUE DE LA SANTÉ ET LA DEMOGRAPHIE: Mardi matin, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a réaffirmé l'opposition de son groupe à toutes les formes de violence contre les femmes, et son soutien pour la promotion de l'égalité et de la reconnaissance du travail domestique des femmes. Le délégué a indiqué que les cibles axées sur l'emploi devraient viser à fournir des emplois aux jeunes et aux femmes, et a appelé à un renforcement des systèmes de santé à travers, entre autres, le recrutement et la formation de personnel de santé, et la garantie de l'accès aux médicaments et aux vaccins.

La Zambie, pour le Groupe africain, a appelé à l'accès au traitement contre les VIH/sida, à un accès universel à une éducation de qualité abordable, à tous les niveaux, et a souligné la nécessité d'inclure le renforcement des capacités et le transfert de technologie dans les moyens de mise en œuvre.

L'Irlande, parlant également pour la Norvège et le Danemark, a déclaré que tous les objectifs doivent soutenir les droits humains et a appuyé l'idée d'avoir des objectifs axés sur l'élimination de la violence, sur les enfants, sur le mariage précoce et forcé, sur l'accès universel aux droits génésiques, et sur la réduction du travail domestique non rémunéré.

La Slovénie, parlant également pour le Monténégro, a déclaré que les cibles axées sur l'égalité des sexes devraient inclure l'accès à la justice pour les femmes et les filles, la participation égale dans la prise de décisions, la santé et les droits sexuels et génésiques, l'égalité d'accès à l'éducation, l'égalité de rémunération pour un travail égal, l'arrêt des pratiques coutumières néfastes, et la protection des droits fondamentaux des femmes âgées. Il a également souligné: l'emploi des jeunes, la participation des femmes au marché du travail, et la réduction des écarts de rémunération et de pension entre les sexes; et l'accès à la médecine, mettre fin aux décès évitables d'enfants de moins de cinq ans, l'accès des femmes aux soins de santé, et les droits sexuels et génésiques.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a déclaré que les cibles devraient porter sur: l'accès à la prévention, au traitement, aux soins du VIH et au soutien des personnes atteintes; le renforcement de la lutte contre le paludisme, la tuberculose et les maladies tropicales négligées; et la réduction du risque de maladies non transmissibles (MNT).

Le Pakistan a proposé des objectifs à réaliser d'ici à 2030 et englobant, entre autres, des cibles à atteindre dans le domaine de la parité: assurer la prévention et l'élimination de toutes les formes de violence contre les filles et les femmes; l'arrêt des mariages d'enfants; assurer l'égalité des droits des femmes à posséder et à hériter des biens, à signer des contrats, à démarrer une entreprise, à ouvrir un compte bancaire et à accéder au crédit sécurisé, et éliminer la discrimination contre les femmes, dans la vie politique, économique et publique. Les objectifs de santé devraient inclure: la réduction de moitié du taux de pertes humaines et économiques dues aux maladies et aux catastrophes liées à l'eau; et l'introduction et l'application de normes nationales de qualité de l'eau. Les objectifs d'éducation devraient inclure: assurer la réalisation de l'éducation primaire universelle, axée sur la capacité de lire, écrire et compter; s'assurer que chaque enfant ait accès à l'enseignement secondaire inférieur; et augmenter de 50% le nombre de femmes et d'hommes ayant des compétences techniques et professionnelles. Les objectifs en matière d'emploi devraient appeler, d'ici à 2020: à une évolution des politiques régissant la transition de l'éducation au travail, en vue d'augmenter le taux d'emploi des jeunes et, notamment, des catégories vulnérables; et d'ici 2030, à l'universalisation de la négociation collective et de la liberté d'association.

La Colombie a suggéré, entre autres: de mettre pleinement en œuvre les OMD portant sur la santé maternelle; de travailler à la qualité de la couverture maladie universelle, notamment, à travers l'établissement de liens avec l'infrastructure, l'éducation et l'énergie; d'utiliser la formulation des OMD pour l'accès

universel à la santé reproductive; d'établir des liens entre la santé et le fardeau environnemental des maladies; d'adopter un objectif portant sur l'accroissement du nombre d'entreprises en démarrage; et de viser à la convergence de la qualité de l'éducation à travers les niveaux de revenu.

Le délégué de Trinité-et-Tobago, pour la CARICOM, a appuyé l'idée d'avoir des objectifs portant, entre autres: sur l'arrêt de toutes les formes de discrimination et de violence contre les femmes; sur la garantie de l'accès à l'eau potable; sur la réalisation de taux de réussite élevés dans l'éducation, à tous les niveaux, pour les garçons et les filles; sur l'intégration du développement durable et de la sensibilisation au changement climatique dans les programmes d'enseignement; sur la réduction de 25%, d'ici 2025, du nombre de décès causés par les maladies non transmissibles; et sur le traitement de la question des droits de propriété intellectuelle en vue d'un accès à des médicaments abordables, à un transfert de technologies de traitement de santé modernes et au financement de l'expansion des centres de santé dans le milieu rural.

La Chine, parlant également pour l'Indonésie et le Kazakhstan, a déclaré que la participation des femmes, dans la planification et la budgétisation, est importante, et a appelé à assurer: l'égalité d'accès aux services de santé pour toutes les femmes; l'accès équitable à l'éducation; et l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises. Le délégué a souligné que des moyens adéquats pour la couverture maladie universelle doivent être assurés avant l'adoption de l'objectif.

L'Italie, parlant également pour l'Espagne et la Turquie, a soutenu: le traitement de la question de la qualité de l'éducation; l'établissement de passerelles entre l'éducation et la formation; l'alignement des revenus et avantages de l'emploi décents sur la productivité; l'augmentation des structures de garde d'enfants; et le traitement des questions d'éducation et d'emploi liées à la migration.

La Zambie, pour les États de l'Afrique australe, a proposé pour l'objectif axé sur l'éducation, des cibles englobant: l'éducation primaire, secondaire et tertiaire; l'égalité des sexes; un taux d'alphabétisation à 100%; l'amélioration de l'environnement de l'apprentissage pour les filles et les femmes; et l'accès à une éducation de qualité abordable. La représentante a indiqué que les objectifs portant sur la santé doivent traiter la question des services de santé primaire, des maladies infantiles, des maladies non transmissibles, de la qualification des fournisseurs de soins de santé, et de l'accès aux technologies médicales et médicaments essentiels.

La Pologne, parlant également pour la Roumanie, a déclaré que l'emploi pourrait être considéré comme un thème transversal, avec des cibles portant, entre autres, sur l'égalité de l'accès des femmes au marché du travail, à la sécurité sociale et à la protection des personnes en congé parental. Au sujet de l'égalité hommes-femmes, la représentante a donné la priorité à la prise de mesures visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles, y compris les mariages précoces/forcés, à tous les niveaux, à l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe dans l'emploi, et à l'accès des femmes à une éducation de qualité et à la prise de décision, à tous les niveaux. S'agissant du domaine de la santé, elle a soutenu,

entre autres, la réduction de la morbidité et le VIH infantiles, et l'accès universel aux services essentiels pour les survivants des violences sexuelles.

Le Bénin, pour les PMA, a suggéré, au sujet de l'autonomisation des femmes, la prévision d'une cible axée sur l'égalité de l'accès à l'éducation, aux services de base, aux soins de santé, aux opportunités économiques et à tous les niveaux de prise de décision. Dans le domaine de l'éducation, le délégué a mis l'accent sur l'éducation universelle des enfants, sur des résultats d'apprentissage efficaces, et sur l'alphabétisation universelle des adultes, et a décrit les MMCE englobant des programmes d'échanges, des bourses et un soutien aux plans nationaux d'éducation des PMA. Au sujet du thème santé et population, il a appelé à des objectifs axés sur la réduction des coûts de la migration et des envois de fonds.

La représentante des États-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a appelé à des objectifs autonomes sur l'éducation, sur la santé et sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Elle a également appelé à des cibles axés sur: l'accès à une éducation de qualité; la réalisation des objectifs de santé retenus dans les OMD, tout en mettant l'accent sur les maladies non transmissibles et sur la qualité de l'air; et l'arrêt de la discrimination et de la violence contre les femmes. En son nom propre, la représentante a souligné que « la santé et les droits sexuels et génésiques doivent constituer une cible distincte dans ce programme ».

La Thaïlande, parlant également pour le Bhoutan et le Viet Nam, a appelé à des objectifs portant sur: la couverture maladie universelle d'ici 2030; l'élimination des décès évitables de l'enfant et de la mère à travers l'accès aux soins de santé sexuelle et génésique; une éducation primaire et secondaire universelle, libre et de qualité; l'arrêt de toutes les formes de violence et de discrimination contre les femmes; et l'augmentation de la création d'emplois décents pour tous, y compris pour les plus vulnérables.

Le Royaume-Uni, parlant également pour l'Australie et les Pays-Bas, a souligné le besoin d'objectifs autonomes sur l'égalité hommes-femmes, sur la santé et sur l'éducation. Le délégué a souligné que les cibles à atteindre dans les domaines de l'éducation doivent bénéficier aux personnes handicapées, aux franges à faibles revenus et aux groupes défavorisés.

Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a soutenu l'idée d'une cible portant sur la garantie d'un accès à l'énergie de base pour les écoles et d'une cible portant sur l'accès universel à l'éducation primaire. S'agissant de la santé, le Pérou a proposé des objectifs portant sur: l'élimination des VIH/sida et des maladies sexuellement transmissibles; la promotion de codes de construction durable pour les établissements de santé; la réduction de la malnutrition; la réduction de la mortalité des adolescents; la réduction des coûts de soins de santé; et la réduction des taux de cancer et diabète.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, a soutenu les objectifs portant sur l'arrêt de la discrimination et sur les droits de l'homme, sur l'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, sur la couverture maladie universelle, sur l'accès égal des femmes aux biens et ressources productives, et sur la participation égale des femmes

à tous les niveaux de prise de décision. Dans le domaine de l'éducation, le délégué a indiqué que les cibles doivent garantir que l'éducation est inclusive et de haute qualité. Au sujet de l'emploi, il a souligné que les cibles doivent répondre au besoin d'une meilleure relation entre le travail et la vie de famille et porter sur le chômage des jeunes, la formation et les emplois verts. Au sujet de la santé, il a soutenu les droits sexuels et génésiques et les efforts visant à prévenir les maladies non transmissibles.

La Bolivie a suggéré: de reconnaître toutes les formes de travail; d'encourager les gens à chercher un emploi stable; d'assurer l'accès et l'appropriation des femmes à des moyens financiers productifs; et d'accroître et de renforcer la participation des femmes au niveau du leadership. Le délégué a également dit qu'il devrait y avoir: une couverture de santé complète, y compris l'information sur les droits sexuels et leur soutien; l'accès à un traitement médical et à la médecine; des efforts visant à éliminer le paludisme, la tuberculose et les maladies tropicales; et des efforts visant à réduire les accidents de la route.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a suggéré de déterminer le rôle de l'éducation dans la promotion d'une culture de la paix. Au sujet de l'emploi, il a suggéré d'appeler à l'arrêt du travail des enfants, du travail forcé, du trafic d'êtres humains et de l'esclavage. Au sujet de l'égalité hommes-femmes, il a soutenu: le droit à l'éducation; le partage égal du travail non rémunéré; la santé et les droits sexuels et génésiques, conformément aux cadres juridiques nationaux; et l'accès des femmes aux formes modernes de la technologie.

La Nouvelle-Zélande a souligné la nécessité de consolider les réalisations concrétisées dans le cadre des OMD, pour ce qui est de l'accès universel à l'éducation de base, tout en accordant une plus grande attention à la qualité de l'éducation.

Le délégué des Maldives a souligné le besoin d'un objectif axé sur l'égalité des sexes, pour s'assurer que les femmes disposent des mêmes droits, d'un accès égal et des mêmes opportunités que les hommes. Au sujet de l'eau et l'assainissement, il a proposé un objectif autonome qui peut prendre en compte les nouveaux défis, le changement climatique et la RRC.

La Bulgarie a suggéré d'ajouter un domaine d'action portant sur les droits culturels, pour promouvoir un développement inclusif. Appelant à des objectifs autonomes sur l'éducation et la santé, la représentante a déclaré que l'emploi et le travail décent doivent être considérés dans le contexte de la croissance.

Singapour, parlant également pour Chypre et les Emirats arabes unis, a suggéré des objectifs visant la parité pour au moins 50% de femmes dans les institutions d'enseignement supérieur, en tant qu'employées et gestionnaires évoluant dans le secteur public, et l'égalité d'accès à tous les services de base. Au sujet de l'emploi, le délégué a mis l'accent sur: le plein emploi, y compris par le biais d'emplois verts; le chômage des jeunes dans les pays touchés par des conflits ou sortant d'un conflit; et la promotion de régimes de protection sociale. Au sujet de la santé, il a souligné la santé mentale, la réduction de la pollution, les maladies non transmissibles et la réduction des risques professionnels.

Le Danemark, parlant également pour la Norvège et l'Irlande, a suggéré des objectifs de santé axés sur: la prévention de la mortalité maternelle et infantile; l'accès universel aux soins de santé et aux droits sexuels et génésiques; les maladies transmissibles; les maladies non transmissibles; les causes environnementales des maladies, et la malnutrition. Au sujet de l'éducation, la représentante a mis en exergue: le droit à l'éducation; l'accès à un enseignement primaire et secondaire universel, gratuit et de qualité pour les filles et les garçons; des taux élevés d'achèvement des études; la correspondance des compétences aux exigences du marché du travail; et l'intégration du développement durable dans les programmes. Au sujet de l'emploi, elle a mis l'accent sur le besoin d'une protection sociale efficace.

Palau a déclaré que les cibles axées sur l'égalité hommes-femmes pourraient aborder: la participation à la prise de décision; le rôle des femmes dans la gestion des pêches; et l'arrêt des discriminations et violences. Au sujet de l'éducation, le délégué a mis en relief l'élaboration de programmes de lutte contre le changement climatique et de réduction des catastrophes, et l'éducation en matière de santé sociale et mentale. Au sujet de l'emploi, il a suggéré la création de centres de placement et la garantie d'une rémunération salariale. Au sujet du thème santé et population, il a appelé à la garantie de l'accès aux divers services, à chaque étape de la vie, et au traitement des maladies non transmissibles.

Le Bangladesh s'est opposé à une approche fondée sur les droits, à l'égard des ODD, et a préféré placer l'accent sur des objectifs axés sur l'accès et l'égalité. Le délégué a soutenu l'arrêt de la discrimination contre les femmes et l'accroissement de leur participation aux processus décisionnels, mais a déclaré que l'arrêt de la violence contre les femmes est un problème domestique, pas un problème de développement. Il a proposé une cible axée sur l'éducation secondaire gratuite et universelle, et il a appelé à la mise en place d'infrastructures de santé et à s'assurer que les médicaments soient accessibles et abordables.

Le Japon a déclaré que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'éducation et la couverture maladie universelle doivent être autant d'objectifs autonomes. Le délégué a expliqué que l'appel à la couverture maladie universelle engloberait tous les autres objectifs de santé.

L'Iran a déclaré que le domaine d'intervention axé sur l'égalité hommes-femmes devrait mettre l'accent sur la question de l'accès. Le délégué a appelé à une méthode agréée pour la fourniture de données ventilées dans tous les objectifs. Au sujet de l'éducation, il a appelé à la couverture de programmes d'enseignement supérieur entre les pays. Au sujet de la santé, il a souligné que les maladies nécessitent une coopération transfrontalière. Et au sujet de l'emploi, il a exprimé sa préoccupation à propos de la micro-gestion des politiques d'emploi.

L'Inde a déclaré que les technologies habilitantes peuvent être un « changeur de jeu » et qu'elles devraient se concentrer sur l'autonomisation des femmes. Le Maroc a indiqué qu'il est important d'améliorer les établissements et infrastructures de santé. La Finlande a souligné l'importance d'inclure les droits et santé sexuels et génésiques.

La Suède a mis l'accent sur des cibles axées sur: l'élimination des différences fondées sur le sexe dans l'accès aux ressources et à leur contrôle; l'élimination de toutes les formes de violence; la garantie d'une participation égale des femmes dans l'élaboration des politiques; la garantie de l'alphabétisation des femmes et des filles; et la garantie des droits sexuels et génésiques des femmes et des filles, qui, a-t-elle précisé, comprennent l'accès à la contraception, à des accoucheuses qualifiées et à l'éducation sexuelle pour tous.

La République de Corée a déclaré qu'un objectif autonome sur une éducation de qualité pour tous, doit assurer le droit à une éducation universelle et gratuite, à un apprentissage et une formation professionnelle continus et à l'accès à l'éducation à tous les niveaux.

Le Rwanda a mis l'accent sur: des soins de santé de qualité, adéquats, accessibles et abordables, pour tous; un financement et une formation accrus; la réduction du fardeau de travail des femmes; et la nutrition et l'hygiène.

La Lettonie a plaidé en faveur d'une approche fondée sur les droits. La représentante a souligné que la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage à vie doit être dûment prise en compte. Elle a également appelé à des droits et santé sexuels et génésiques de qualité, et à la réduction de la morbidité infantile et maternelle.

Le Liechtenstein a déclaré que les cibles axées sur l'égalité hommes-femmes devraient inclure l'égalité d'accès des femmes: à la justice; à la propriété foncière, aux droits de succession; et leur participation à la prise de décision, y compris la prévention et la résolution des conflits et la réparation.

La Grèce a suggéré de faire référence aux droits culturels, pour promouvoir un développement social inclusif. L'Autriche a déclaré que la qualité de l'éducation doit être prise en compte. Le Costa Rica a fortement soutenu l'idée d'un objectif autonome sur l'autonomisation des femmes, et la considération de ce thème comme un thème transversal. La représentante a proposé une cible axée sur l'emploi et le travail décent pour tous, en vue de promouvoir des marchés du travail efficaces et « des politiques microéconomiques rationnelles ».

La Jordanie a déclaré que la garantie de l'égalité des sexes demeure une priorité universelle, et a appelé à l'amélioration de l'accès des femmes à des services qui répondent à leurs besoins. La représentante a qualifié l'éducation pour tous, de « programme important encore inachevé ».

Le Nigeria a déclaré que les concepts liés à la santé sexuelle et génésiques doivent être clairement définis et bien compris. Le délégué a souligné que le sujet de la dynamique de la population ne doit pas être limité à une discussion sur la santé sexuelle et reproductive, mais doit également porter sur les problématiques de l'urbanisation, de migrations et de transport.

L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT ET L'AGRICULTURE DURABLE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION: Mardi après-midi, la Bolivie, au nom du G-77/ Chine, a déclaré qu'une considération doit être accordée à l'accès équitable et universel à l'eau potable, à l'assainissement et l'hygiène, pour s'assurer de l'accès à l'eau pour tous. Au sujet de l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition, la Bolivie a déclaré que la gouvernance dans les domaines de la pêche, des forêts et des terres relève de lignes directrices

volontaires et de la compétence des gouvernements nationaux. Le délégué a également souligné la nécessité d'aborder les effets pervers des distorsions des marchés agricoles.

La Guinée-Bissau, au nom du Groupe africain, a proposé un objectif axé sur « la promotion de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire et d'une nutrition adéquate pour tous ». Le délégué a également souligné l'importance de l'accès universel à l'eau potable de façon durable, et l'amélioration de la protection et de la gestion des ressources pour préserver la qualité de l'eau pour tous usages.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a déclaré que le domaine d'intervention axé sur l'eau et l'assainissement, doit prendre en compte le concept de sécurité de l'eau, en équilibre avec la conservation des écosystèmes et la préservation de la biodiversité. Au sujet de l'agriculture durable, la représentante a indiqué que les processus écologiques naturels qui soutiennent les systèmes de production alimentaire doivent être protégés, et que le maintien du rôle crucial des écosystèmes marins sains doit être une priorité.

Le délégué des Émirats arabes unis, parlant également pour Chypre et Singapour, a soutenu « l'accès universel et équitable à l'eau potable et abordable », l'amélioration du traitement des eaux usées et l'amélioration de la qualité de l'eau. Il a suggéré d'inclure la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans le domaine d'intervention portant sur l'agriculture durable, tout en répondant à la nécessité de mettre fin à la faim, d'accroître durablement la production, de répondre aux besoins des communautés rurales et de veiller à la fourniture d'une cible axée sur la lutte contre la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse (DDSS).

La Chine, parlant également pour l'Indonésie et le Kazakhstan, a déclaré que l'eau et l'assainissement devraient être abordés plutôt à travers une approche « d'accès », qu'une approche fondée sur les droits. La représentante n'a pas soutenu la référence à une bonne gouvernance des ressources en eau, et a déclaré que les technologies liées à l'eau doivent être mentionnées dans une section consacrée aux MMCE pour cet objectif. Elle a suggéré de nommer le domaine d'intervention axé sur l'agriculture « Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition », en mettant l'accent sur l'éradication de la faim et sur la garantie de l'accès, tout le long de l'année, à une nourriture saine et suffisante pour tous.

Le Bénin, au nom des PMA, a déclaré que les MMCE pour l'eau et l'assainissement pourraient inclure un soutien financier et technique pour les pipelines et les réseaux d'eaux usées, et pour la préservation et le développement de sources d'eau en vue d'améliorer la productivité de l'eau. Le délégué a suggéré d'ajouter « développement rural » au domaine d'intervention axé sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, avec des cibles portant sur l'investissement dans les infrastructures rurales, sur les interventions humanitaires face aux crises alimentaires, et sur la volatilité des prix.

L'Islande a parlé au nom des membres du Groupe des Amis sur la lutte contre les DDSS: l'Algérie, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Kirghizistan, la Mongolie, la Namibie, le Qatar et la République de Corée. À l'appui d'un monde à dégradation des sols neutre d'ici 2030, la représentante a suggéré des objectifs portant, entre autres, sur: la gestion durable des

terres et la régénération des terres dégradées; l'adoption de politiques de préparation à la sécheresse dans tous les pays assujettis à la sécheresse; et le renforcement des capacités dans le domaine de la restauration ou la mise en valeur des sols érodés et l'inversement de la dégradation des terres.

La Zambie, parlant pour les États de l'Afrique australe, a déclaré que les cibles axées sur l'eau et l'assainissement pourraient porter sur la réduction des distances à parcourir pour atteindre les sources d'eau, sur l'augmentation des investissements dans les technologies de captage des eaux, et sur l'accès rural aux services d'infrastructure. La représentante a indiqué aussi que les cibles axées sur l'agriculture pourraient porter sur le besoin d'améliorer la productivité, la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel, en particulier, pour les femmes et les enfants, de réduire à zéro les pertes de produits alimentaires et les déchets après la récolte, et d'accroître l'accès aux services financiers. La France a proposé des cibles portant sur: l'accès universel à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement; la gestion intégrée des ressources en eau, y compris dans les zones transfrontalières; la gestion des eaux usées; la garantie et l'amélioration de la qualité des eaux de surface; et la résilience aux catastrophes liées à l'eau, y compris les efforts visant à prévenir et à réduire l'impact de la sécheresse et des urgences liées aux pénuries d'eau.

Le délégué de Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM, a déclaré que les cibles axées sur l'eau doivent porter sur: la garantie d'une eau potable sûre et abordable; le traitement des eaux usées; l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau; l'amélioration de la gouvernance des ressources en eau; et la protection et la restauration des écosystèmes liés à l'eau. Au sujet de l'agriculture, il a suggéré des objectifs portant sur: l'intensification de la recherche dans le domaine des technologies de l'agriculture durable; l'accroissement de la diversité biologique; le renforcement de la résilience des systèmes de production au changement climatique; la réduction des pertes post-récolte et les déchets alimentaires; l'élimination des subventions agricoles nuisibles; et le contrôle de la spéculation sur les denrées alimentaires.

L'Irlande, parlant également pour le Danemark et la Norvège, a soutenu l'idée de voir les objectifs portant sur la sécurité alimentaire et de la nutrition et sur la productivité, se focaliser sur les petits producteurs et, en particulier, sur les femmes et les autochtones, sur la production adaptée au changement climatique et sur la qualité nutritionnelle des denrées alimentaires. Le délégué a également proposé des objectifs axés sur l'eau et l'assainissement et portant, notamment sur: l'accès universel à l'eau potable à un prix abordable et à un assainissement adéquat; une productivité et une utilisation plus efficaces de l'eau; l'amélioration de la gestion des ressources en eau; et la réduction des impacts des catastrophes liées à l'eau.

La Slovaquie, parlant également pour le Monténégro, a déclaré que l'objectif axé sur l'eau et l'assainissement, devrait appeler à l'accès universel et la pleine jouissance du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement pour tous. Le délégué a souligné les liens entre l'eau et les zones montagneuses, et a indiqué que l'objectif sur l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition, devrait chercher à éliminer la faim et à garantir l'accès de tous à une nourriture saine, nutritive et abordable.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a mis en exergue l'élimination du protectionnisme agricole et a proposé: l'amélioration de l'accès aux marchés pour les pays en développement; l'intégration des petits exploitants dans les marchés régionaux et interrégionaux; et un système commercial multilatéral, réglementé, ouvert, non discriminatoire et universel. Au sujet de l'eau et l'assainissement, le délégué a signalé qu'il n'y a aucune référence à un « monde sécurisé dans le domaine de l'eau » ou à la « gouvernance de l'eau » dans le document final de Rio+20, et a déclaré que ces concepts ne devraient pas être inclus dans les ODD.

Palau, parlant aussi pour Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les petits États insulaires en développement du Pacifique (PEIDP) et le Timor-Leste, a suggéré qu'un ODD dédié au milieu marin pourrait inclure une cible axée sur le rétablissement ou le maintien de la santé des stocks de poissons. Au sujet de l'eau, le délégué a indiqué que les cibles pourraient porter, entre autres, sur: la réduction de la concentration des gaz à effet de serre (GES) à moins 350 ppm, et la limitation du réchauffement climatique à moins de 1,5°C; le renforcement des mesures d'atténuation et d'adaptation; le contrôle de la pollution dans les cours d'eau, dans le sous-sol et dans le milieu marin; et le renforcement de la gouvernance et de la primauté du droit, pour favoriser l'accès à une eau potable de qualité et à l'assainissement.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a déclaré que les domaines d'intervention pourraient inclure la disponibilité de la nourriture, l'élimination de la malnutrition infantile et des retards de croissance, l'amélioration de l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture, l'amélioration de la biodiversité agricole, et l'accès aux services financiers.

La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a déclaré que les cibles axées sur l'eau et l'assainissement pourraient inclure: la garantie de l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement et à l'hygiène; l'amélioration de l'utilisation efficace de l'eau; et la garantie d'une bonne qualité de l'eau. Au sujet de l'alimentation et l'agriculture, la représentante a mis l'accent sur: l'élimination du recours aux produits chimiques toxiques; la gouvernance responsable des terres; la consultation et le partenariat avec les communautés locales; l'accès, toute l'année, à des aliments sains, nutritifs et abordables; la réduction des retards de croissance; la lutte contre la faim; la lutte contre la dégradation des terres; et le traitement de la féminisation de la pauvreté.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Équateur, a appelé à l'insertion d'une référence à la durabilité de l'eau et la gestion intégrée de l'eau. La représentante a apporté son appui à l'idée de créer un droit humain à l'eau et à l'assainissement, et à l'utilisation du « monde durable en matière d'eau ». Elle a proposé que l'objectif portant sur l'agriculture et l'alimentation doive garder à l'esprit la nécessité d'un accès facile à la nourriture, d'un mode de production en harmonie avec la nature, et de la promotion de la famille et de l'agriculture autochtone et paysanne.

Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a déclaré au sujet de la sécurité alimentaire, de l'agriculture durable et de la nutrition, que les questions liées aux marchés, devraient figurer dans la section consacrée aux MMCE de l'objectif.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a souligné que les objectifs doivent être interconnectés et « twittable ». Il a proposé des cibles portant sur: un accès adéquat et abordable à l'eau potable et à l'assainissement; une utilisation efficace de l'eau; une gestion intégrée des ressources en eau; la réduction des pertes humaines et économiques dues aux catastrophes liées à l'eau; l'éradication de la malnutrition infantile et des retards de croissance; l'accès universel, toute l'année à une alimentation abordable, saine et nutritive; l'augmentation de la productivité, avec un accent sur les petits exploitants agricoles; et la réduction des pertes post-récolte et des déchets alimentaires.

Le délégué des Pays-Bas, parlant également pour le Royaume-Uni et l'Australie, a plaidé pour des cibles axées: l'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène; l'amélioration de la gestion des ressources en eau; la réduction des rejets d'eaux usées non traitées; la réduction de la mortalité et des risques de catastrophe; l'amélioration de la gouvernance de l'eau; la lutte contre la faim à travers l'accès à une alimentation suffisante, sûre et abordable; la réduction des retards de croissance et de l'anémie des enfants; l'accroissement de production agricole; et la réduction des pertes post-récolte et des déchets alimentaires.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a appelé à la reconnaissance de l'interdépendance entre l'eau, l'énergie et l'alimentation, et à l'accroissement de l'accès à l'assainissement. Le délégué a également souligné la nécessité de protéger les systèmes d'eau de montagne, de réduire la mortalité et les pertes économiques dues aux catastrophes naturelles, et de reconnaître le droit à l'alimentation et à la sécurité alimentaire, comme domaine d'intervention meilleur que celui de l'augmentation de la productivité agricole.

Le Canada, parlant également pour les États-Unis et Israël, a appelé à l'accroissement du soutien à la recherche agricole, à l'amélioration des pratiques de gestion des terres, et à l'intégration des questions de pêche. Le délégué a souligné que les objectifs doivent refléter les multiples utilisations des ressources en eau.

L'Italie, parlant également pour l'Espagne et la Turquie, a mis l'accent sur la gouvernance participative, la réduction des pertes post-récolte, le développement rural, l'établissement d'un lien entre la qualité de l'alimentation et la petite agriculture, et la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets.

Le Sri Lanka a déclaré que l'objectif visant une sécurité alimentaire de 100%, doit être soutenu par des MMCE adéquats, et a plaidé pour des cibles axées sur la lutte contre la malnutrition des enfants, l'allaitement maternel, et l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture.

Le Burkina Faso a suggéré des cibles axées sur la promotion de l'agriculture familiale, le soutien des petits producteurs, et le soutien des femmes à tous les niveaux de prise de décision touchant aux systèmes alimentaires.

Le Japon a déclaré que la sécurité alimentaire et la nutrition, la production ainsi que la productivité doivent être accrues, et a proposé la réduction des risques de catastrophe. Le délégué a déclaré aussi que le terme « subventions nuisibles » doit être défini.

La Biélorussie a déclaré que l'objectif portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition devrait comprendre des éléments interdépendants, tels que le changement climatique, la politique commerciale, le taux de croissance démographique, et la recherche et le développement.

Le Pakistan a proposé, à propos de l'agriculture durable et de l'eau, de donner la priorité à l'accès, à la réduction des déchets, à l'amélioration du rendement et au renforcement de la résilience. Le délégué a suggéré que les objectifs à atteindre d'ici 2030 pourraient inclure: le doublement de la production alimentaire dans chaque pays; la garantie de l'adaptabilité des systèmes agricoles au changement climatique et aux catastrophes; la garantie de l'accès universel aux services de base, dans les zones rurales; la réalisation de l'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène; l'amélioration de 50% de l'utilisation durable de l'eau et l'augmentation de la productivité de l'eau pour la croissance économique; la réduction des eaux usées, de plus de moitié, et l'augmentation, de plus de la moitié, de sa réutilisation; et l'accroissement de la résilience aux catastrophes et aux effets du changement climatique liés à l'eau.

L'Inde, au sujet du thème de l'alimentation et de l'agriculture, a soutenu le « large consensus » émergent en faveur d'une cible première, axée sur l'élimination de la faim et la garantie de l'accès à l'alimentation, et a fait observer l'existence d'un soutien similaire en faveur d'une cible axée sur la lutte contre la malnutrition et les retards de croissance. Le délégué a appelé à des résultats concrets dans le domaine de la prévention des déchets alimentaires dans les pays industrialisés, ainsi que dans celui de la lutte contre les pertes alimentaires dans les pays en développement, et au traitement de ces questions comme étant deux questions distinctes. Au sujet du thème de l'eau et de l'assainissement, il a indiqué que la coopération transfrontalière est politiquement difficile.

Le Bangladesh a appelé à une synergie entre plusieurs points de l'ordre du jour concernant l'amélioration de l'utilisation rationnelle des ressources en eau ou de la productivité dans ce domaine. Le délégué a suggéré de traiter la façon dont les technologies privées peuvent être mises à la disposition des secteurs de l'agriculture et de l'eau et de l'assainissement, et a préféré comme intitulé du chapitre, « l'agriculture durable et la sécurité alimentaire et la nutrition ».

L'Égypte a proposé des cibles axées sur les installations d'eau et l'agriculture, la gestion de l'eau, la formation professionnelle liée à l'eau, et l'investissement dans les services d'eau et d'assainissement. Le délégué a également appuyé les cibles portant sur l'éradication de la faim et la garantie de l'accès, toute l'année, à une alimentation abordable, sûre et nutritive, pour tous, et le traitement du problème de la volatilité excessive des prix.

La Suède a suggéré des cibles portant, notamment, sur: la gestion efficace et l'utilisation durable des ressources en eau, à tous les niveaux, en tenant compte des effets du changement climatique; la garantie de l'accès à l'eau potable, pour tous; la garantie de l'accès à un assainissement adéquat, pour tous; l'utilisation durable et la productivité des terres; une alimentation nutritive, et un mode de consommation durable.

La Finlande a mis l'accent sur l'hygiène, sur la nécessité d'éliminer la défécation à ciel ouvert et sur la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau. La représentante a également souligné les liens entre la problématique de l'eau et celles de l'égalité des sexes, du changement climatique, des sociétés pacifiques et de la primauté du droit. Le Costa Rica a proposé un objectif axé sur « la promotion de la sensibilisation à la consommation durable et au recyclage de l'eau », assorti d'une cible axée sur la RRC dans le domaine de l'eau. Le Qatar a plaidé pour l'insertion d'une référence aux DDSS et à leur relation à l'agriculture durable et à la sécurité alimentaire.

Le Liban a soutenu des cibles portant, notamment sur: l'amélioration de l'utilisation efficace de l'eau; la garantie de l'accès à l'eau; l'augmentation des traitements, recyclage et réutilisation des eaux usées; et la protection et la restauration des écosystèmes des sources d'eau. La représentante a également appelé à ce que les petits producteurs de produits alimentaires aient accès à la connaissance, à l'arrêt et à l'inversement des DDSS, à veiller à ce que les marchés soient accessibles à tous, et à veiller à l'autonomisation économique des femmes rurales.

L'Éthiopie a suggéré des cibles axées sur: l'amélioration de l'utilisation et le développement durable des ressources en eau et le renforcement de la gouvernance de l'eau; l'accroissement de la productivité agricole de 50%; la garantie de la conservation des écosystèmes des ressources naturelles; la garantie de la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles et de pêche; et l'instauration d'un système de commerce international équitable.

La Jordanie a soutenu, entre autres, l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau et la réduction des pertes en eau et l'engagement à éliminer progressivement les décalages entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas d'accès à l'eau, et a souligné que la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau peut renforcer la sécurité de l'eau.

Le Nigeria a déclaré que beaucoup de propositions pourraient être trouvées dans l'édition 2012 du Rapport du PNUD sur l'Afrique. Le délégué a mis l'accent sur l'importance des partenariats pour faire progresser la production agricole, ainsi que celle des banques de semences. Il a également attiré l'attention sur les enseignements tirés du Sommet de Budapest sur l'eau et des réunions de haut niveau sur l'eau, tenues en Afrique.

L'Autriche a déclaré que l'objectif consacré à l'eau et l'assainissement devrait inclure l'hygiène, les écosystèmes de montagne et la coopération régionale sur les questions liées à l'eau. Le délégué a également souligné les enjeux que représentent la protection de la biodiversité, la lutte contre les pertes post-récolte et le renforcement de la résilience des systèmes de production au changement climatique.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, L'INDUSTRIALISATION, L'INFRASTRUCTURE ET L'ÉNERGIE: Mercredi matin, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a déclaré que les questions macro-économiques équitables et un véritable partenariat mondial pour le développement sont des priorités importantes. Le délégué a affirmé que l'industrialisation est essentielle pour la réalisation du développement durable dans les pays en développement, et pour le développement des produits et des compétences. Il a appelé à la différenciation des rôles et responsabilités dans la mise en

œuvre des objectifs, en fonction des circonstances nationales, et le principe de RCMD à guider la traduction de chaque ODD en cibles à atteindre.

La Tanzanie, parlant pour le Groupe africain, a proposé trois objectifs autonomes: « Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et équitable »; « Promouvoir une industrialisation rapide pour l'emploi et le travail décent »; et « Promouvoir l'accès à une énergie abordable et fiable pour tous ». Les cibles proposées comprennent une focalisation sur l'investissement, sur l'infrastructure et sur la capacité technologique des pays en développement.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a appelé à des objectifs autonomes portant sur: une croissance économique soutenue et inclusive; l'infrastructure; et l'énergie durable pour tous. Tous les objectifs proposés doivent comprendre une référence spécifique aux pays en situation particulière.

La Biélorussie a appelé à un objectif autonome axé sur le renforcement de l'institution de la famille. L'Éthiopie, au nom des Amis d'un développement industriel durable et inclusif, a appelé à l'accroissement des capacités de production, et a indiqué que l'industrialisation doit avoir lieu dans un cadre de durabilité environnementale.

Le Canada, parlant également pour les États-Unis et Israël, a appelé à la prise en compte des facteurs qui sous-tendent la croissance conduite par le secteur privé. Le délégué a suggéré l'insertion d'un objectif transversal axé sur l'autonomisation économique des femmes. Au sujet de l'énergie, il a soutenu l'adoption d'un objectif dédié à ce thème, a souligné l'importance de l'élimination progressive des subventions inefficaces accordées aux combustibles fossiles, et a encouragé une gestion transparente, inclusive et durable du secteur de l'énergie.

La Zambie, parlant pour les PMA, a proposé un objectif axé sur la réalisation d'une croissance forte et inclusive pour le développement durable. Les objectifs pourraient porter sur le développement des infrastructures, sur des chaînes industrielles nationales et internationales compétitives, sur la réduction des coûts de transport et sur l'amélioration de la résilience, de l'adaptation et de l'atténuation des effets du changement climatique dans les PMA. La représentante a également proposé un objectif visant à atteindre une industrialisation rapide et le développement des infrastructures.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant aussi pour Nauru, les PEIDP et le Timor-Leste, a proposé des objectifs portant sur la mise en place d'un dépositaire de technologie énergétique et sur des incitations fiscales pour les petites et moyennes entreprises. Le délégué a souligné que le problème de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée doit être traité, que les prêts doivent prendre en compte la situation particulière des PEIDP, et que l'écotourisme culturel et maritime doit être assisté.

Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a appelé à la mise en œuvre de quotas et de réformes dans la gouvernance du Fonds monétaire international (FMI), a déclaré que la croissance économique et l'industrialisation jouent un rôle clé dans l'emploi et le travail décent, a soutenu l'instauration d'un système de commerce international ouvert et non discriminatoire, et la prévision de conditions plus favorables à la renégociation de la dette.

Le délégué de Trinité-et-Tobago, parlant pour la CARICOM, a favorisé, dans le domaine de l'énergie, une cible axée sur « l'accès à l'énergie durable pour tous », et un objectif portant sur « une croissance économique soutenue et inclusive au service du développement durable ». Il a proposé que les cibles de l'industrialisation, de l'infrastructure et de l'emploi soient placées dans ces objectifs et dans d'autres ODD proposés.

L'Irlande, parlant également pour le Danemark et la Norvège, a proposé, dans le domaine de l'énergie, des cibles portant sur l'accès universel, sur l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le panier global et sur l'amélioration de l'efficacité énergétique. Considérant les questions de croissance économique, d'infrastructure et d'industrialisation dans un seul et même objectif de « croissance durable et inclusive », le délégué a proposé des cibles axées sur l'activation des environnements d'entreprise, la création d'emplois, la croissance durable, la participation des femmes dans l'économie, la résilience aux catastrophes, et l'utilisation efficace des ressources.

Le Bénin, au nom des PMA, a proposé des objectifs consacrés à l'énergie, aux infrastructures, à la croissance économique et à l'industrialisation, et a déclaré que la question de la promotion de l'égalité doit être traitée dans le cadre de chacun de ces thèmes. Les objectifs proposés, outre ceux figurant dans le document des domaines d'intervention, porteraient sur l'assistance technique en faveur des PMA, l'accès des PMA aux réseaux de télécommunications, la fourniture de technologies énergétiques modernes aux PMA, et la diversification des exportations.

Au sujet de l'industrialisation, le Monténégro, parlant également pour la Slovaquie, a appelé à une utilisation et gestion appropriées des produits chimiques, et à l'investissement dans l'utilisation efficace des ressources. Au sujet de l'infrastructure, le délégué a appelé à la promotion du transport durable et à l'amélioration des infrastructures de tourisme durable. Il a soutenu un objectif autonome dédié à l'énergie.

La Chine, parlant également pour l'Indonésie et le Kazakhstan, a soutenu l'idée d'avoir un objectif autonome sur chacun des quatre thèmes de ce groupe. Au sujet de la croissance économique inclusive, la représentante a donné la priorité à l'augmentation des revenus et à l'amélioration du niveau de vie. Au sujet de l'industrialisation, elle s'est déclarée en faveur de l'expression « développement industriel durable et inclusif ». Au sujet de l'énergie, elle a suggéré de se concentrer sur l'énergie moderne et abordable au service du développement, et sur la garantie de la sécurité énergétique mondiale.

L'Ouganda a proposé un objectif axé sur la promotion d'une croissance économique soutenue et inclusive, englobant une cible portant les taux de croissance économique des PMA, des pays à revenu intermédiaire et des pays industrialisés, et une cible sur les capacités productives. Le délégué a également proposé des objectifs axés sur la promotion de l'industrialisation pour favoriser l'emploi et le travail décent, et sur la promotion de l'accès à l'énergie moderne, fiable et abordable, pour tous.

L'Australie, parlant également pour les Pays-Bas et le Royaume-Uni, a proposé un objectif portant sur une croissance économique forte, durable et inclusive et sur l'emploi. Les

cibles pourraient être axées sur la création d'emplois productifs et décents, la création d'environnements favorables aux entrepreneurs, et la bonne gestion des ressources naturelles. Le délégué a également proposé un objectif portant sur la promotion de l'énergie et de l'infrastructure durables, assorti de cibles axées sur l'élimination progressive des subventions inefficaces accordées aux combustibles fossiles, le développement d'un transport sûr et durable et la résilience au changement climatique.

L'Équateur a plaidé pour des cibles axées sur le doublement du taux global de l'amélioration de l'efficacité énergétique et sur la mise en place d'économies fondées sur les énergies renouvelables, dans la mesure de la résolution de la question du coût élevé de l'investissement. Le délégué a également suggéré que les pays en développement augmentent la valeur ajoutée de leurs exportations de matières premières, et disposent de sources d'énergie diversifiées afin de ne plus dépendre des importations.

L'Italie, parlant également pour l'Espagne et la Turquie, a déclaré que l'accès à l'énergie est un droit de l'homme et qu'il doit être garanti à tout le monde. Le délégué a souligné que le programme de développement pour l'après-2015 devrait intégrer le développement durable et l'équité dans tous les thèmes de ce groupe, et devrait parler de croissance économique inclusive et durable. Il a également indiqué que le secteur privé doit s'engager à être transparent et responsable.

Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a souligné la nécessité d'établir des priorités, de réduire le nombre de domaines d'intervention et d'élaborer un programme pertinent et concis. La représentante a proposé deux objectifs autonomes axés sur la croissance économique et sur l'énergie, et a suggéré que l'industrialisation et l'infrastructure soient incorporées dans l'objectif de la croissance économique ou celui du mode de CPD. Elle a également précisé qu'un paragraphe introductif pour chaque domaine d'intervention n'est pas nécessaire, et qu'elle ne soutient pas les multiples mentions de groupes de pays spécifiques, qui peuvent être pris en compte au moyen d'indicateurs.

La Suède a proposé un objectif axé sur la « croissance économique durable et inclusive », couvrant la création d'emplois décents, la prospérité partagée et une économie sobre en carbone et utilisant les ressources de manière efficace. Elle a également suggéré la nécessité de créer un environnement favorable à la concrétisation des objectifs et à la création d'emplois, à travers, notamment, la bonne gouvernance et la primauté du droit.

Le Viet Nam, parlant également pour la Thaïlande et le Bhoutan, a appelé à un objectif axé sur la croissance économique permettant de mesurer la « croissance économique durable d'un certain pourcentage par an, de manière appropriée à différents niveaux de développement ». Le délégué a souhaité voir les MMCE inclure le transfert de technologie, le commerce international et l'accès à un financement adéquat, y compris l'APD engagée.

Chypre, parlant également pour Singapour et les Emirats arabes unis, a appelé à l'inclusion de la CPD dans les trois domaines d'intervention, ainsi qu'à l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans les objectifs. Le délégué a proposé un objectif axé sur le développement du capital humain, à

travers l'adoption de politiques sociales inclusives et des investissements dans les compétences professionnelles. Au sujet de l'énergie, il a déclaré que l'initiative 'SE4All' est une bonne base pour un l'élaboration d'un objectif mondial assorti de cibles intermédiaires.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, a proposé de fusionner les thèmes de croissance économique et d'infrastructure dans un seul et même objectif, englobant des cibles axées sur la création d'emplois. Le délégué a également proposé des cibles axées sur la responsabilité environnementale, l'économie verte, la participation des femmes dans l'économie, l'accès aux services, l'efficacité énergétique et l'élimination progressive des subventions accordées aux combustibles fossiles.

La Zambie, parlant pour les États d'Afrique australe, a suggéré d'inclure les cibles de croissance économique et industrialisation dans le cadre de l'éradication de la pauvreté. Le délégué a proposé un objectif portant sur « la réalisation d'une croissance économique diversifiée, compétitive, durable et inclusive », assorti de cibles axées sur les infrastructures, la diversification, l'accès à une énergie fiable et renouvelable, et le transfert de technologie. Un deuxième objectif portant sur « la garantie de l'accès universel à une énergie propre, fiable et abordable » pourrait inclure des cibles axées sur les sources d'énergies renouvelables et alternatives et sur la réduction des émissions de GES du secteur de l'énergie.

La Bulgarie, parlant également pour la Croatie, a déclaré que l'objectif portant sur l'énergie devrait rester souple et tenir compte des circonstances locales. Au sujet de la croissance économique, la représentante a mis l'accent sur la qualité de la croissance, a soutenu l'idée d'avoir un objectif autonome sur la croissance durable et inclusive, et a suggéré des cibles axées sur la création d'emplois décents, l'amélioration de la capacité de production, la réduction de la pression exercée sur l'environnement et l'amélioration de la gouvernance économique.

Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a déclaré que les cibles axées sur la croissance économique pourraient porter sur la résilience des systèmes de financement public et sur l'augmentation des revenus autonomes par ménage. Au sujet de l'industrialisation, les cibles pourraient porter sur l'accès aux services financiers et sur l'amélioration de la capacité de production, notamment dans la formalisation des micro et petites entreprises. Le délégué a indiqué aussi que l'objectif consacré à l'infrastructure doit aborder la question de collecte et gestion des déchets. Au sujet de l'énergie, il a indiqué que l'accès à l'énergie ne doit pas occulter la nécessité d'accroître l'utilisation des énergies renouvelables.

Le délégué des Maldives a mis l'accent sur l'élimination des subventions accordées aux combustibles fossiles, a déclaré que l'ODD portant sur l'énergie doit viser à éviter tout préjudice à la planète, et a suggéré de mettre l'accent sur l'électricité durable, qui est facile à dissocier des combustibles fossiles.

L'Arabie Saoudite a soutenu, dans le domaine de l'énergie, l'idée d'avoir des cibles axées sur la garantie de l'accès universel, mais s'est opposée à l'insertion d'une mention spécifique aux technologies à faible ou à zéro émission, et aux subventions accordées aux combustibles fossiles. Les domaines

d'intervention de la croissance économique, de l'industrialisation et des infrastructures, a-t-il affirmé, exigent de sérieux MMCE englobant transfert de technologie, financement et renforcement des capacités.

Le Japon a déclaré que le domaine de la croissance économique doit être connecté à d'autres domaines d'intervention, sur la base d'un développement industriel durable et inclusif. Le délégué a appelé à des cibles compatibles avec les cibles de l'initiative 'SE4ALL'.

Le Bangladesh a appuyé l'idée d'avoir un objectif autonome portant sur « une croissance économique durable et inclusive », et a soutenu les cibles proposées par Nauru, l'Australie et l'AOSIS.

Le Pakistan a souligné la nécessité de cibler un petit nombre de domaines prioritaires spécifiques pour surmonter les difficultés posées à la mise en œuvre des ODD. Au sujet de la croissance économique, le délégué a proposé des cibles axées sur les pays passant à la catégorie suivante de leur développement, sur la réduction de la dette des pays fortement endettés et sur la prise en compte du capital naturel dans les calculs du produit national brut (PIB). Au sujet de l'énergie, il a souligné la nécessité de différencier les objectifs des pays industrialisés et des pays en développement.

L'Iran a déclaré que le libellé appelant à la coordination des politiques macroéconomiques et à un système fiscal réglementaire devrait être précisé par l'ajout de 'au niveau international'; a proposé une cible axée sur la localisation de la capacité de production industrielle de biens commercialisables; et a proposé que l'accès à des services énergétiques modernes doit être « à tous les stades, de la production, du transport et de la consommation ». Au sujet de l'élimination des subventions accordée aux combustibles fossiles, le délégué a souligné que l'accord conclu à Rio+20 n'est pas un engagement, mais une « invitation » à rationaliser les subventions inefficaces.

La Pologne a suggéré de fusionner ces quatre domaines d'intervention dans un seul et même objectif. Les domaines d'intervention et les cibles pourraient porter sur: la garantie de l'accès universel des femmes et des hommes à des services énergétiques modernes, l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion des technologies propres, modernes et à faible émission; la promotion d'un environnement favorable à l'entreprise et des systèmes financiers/fiscaux réglementaires propices; la progression des procédés industriels respectueux de l'environnement; la promotion de l'économie verte; l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées; et l'utilisation rationnelle de l'espace urbain.

La Biélorussie a déclaré que l'objectif axé sur l'énergie bénéficierait d'une composante forte portant sur les MMCE et, en particulier, sur le transfert de technologie. Le délégué a indiqué que les questions énergétiques doivent être traitées d'une manière plus systématique dans un cadre relevant de tous les États.

La Roumanie a soutenu l'idée de regrouper les domaines d'intervention axés sur la croissance économique et l'industrialisation et que celui axé sur l'infrastructure pourrait être intégré ailleurs. Au sujet de l'énergie, la représentante a apporté son soutien à l'initiative SE4ALL et a suggéré la

prévision d'incitations pour le développement d'infrastructures performantes, sobres en émission de carbone, propres et renouvelables.

L'Indonésie a suggéré, en matière de croissance économique, des cibles axées sur: la garantie d'une croissance annuelle robuste dans les pays à faible revenu; la garantie d'une croissance adéquate et soutenue; et la garantie d'un développement global de la capacité de production dans les pays en développement. Le délégué a également appelé à la réforme du système financier international.

L'Inde a exprimé un appui solide à l'adoption d'objectifs autonomes sur la croissance économique, l'industrialisation et l'infrastructure. S'agissant de l'énergie, le délégué s'est dit favorable à un objectif autonome, dans lequel l'accès universel à l'énergie moderne serait l'un des piliers. Il a invité à la prudence quant à l'élimination des subventions à la consommation de combustibles fossiles dans les pays en développement, soulignant l'impact potentiel de l'accès à l'énergie pour les pauvres.

Le Sri Lanka a soutenu l'idée d'avoir des cibles portant sur le doublement de la part du secteur industriel de chaque pays, d'ici à 2030, sur l'amélioration de l'efficacité de toutes les industries et sur l'accroissement de la part des énergies renouvelables utilisées dans les industries dans des proportions convenues.

Le Paraguay a déclaré que les MMCE ont besoin d'être explicités et détaillés, et a mis en relief les défis auxquels les PMA sont confrontés. Le délégué a appelé à la mise au point de technologies de l'information, à l'amélioration de l'efficacité des systèmes de transport, à des moyens permettant d'assurer la diversification de la production dans les PMA, à l'accès aux marchés et la liberté de transport et, à un système commercial ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire.

La Fédération de Russie a appuyé l'idée d'avoir un objectif sur un développement industriel qui soit à la pointe du progrès et axé sur la science. Le délégué a signalé l'absence d'un chapitre distinct sur le transport, et a précisé que ce secteur a besoin d'investissements de grande échelle. Il a indiqué aussi que le libellé sur l'énergie doit se référer à l'accès aux sources et services énergétiques.

Le Liban a plaidé pour l'investissement dans le capital humain, a déclaré que les investissements dans la bonne infrastructure, telle que le transport et les technologies d'information et de communication, augmentaient le nombre d'emplois décents et des moyens de subsistance productifs. La représentante a suggéré que, d'ici 2030, le capital naturel doit être comptabilisé dans le PIB. Elle a également appelé à l'augmentation de la part des énergies renouvelables, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la mobilisation de financements pour l'investissement dans l'infrastructure.

Le Costa Rica a plaidé pour l'augmentation du nombre de scientifiques et d'ingénieurs, et pour l'investissement dans la recherche et développement dans le cadre de l'essor entrepreneurial.

DES VILLES ET ETABLISSEMENTS HUMAINS DURABLES, PROMOTION DE MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES ET LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE:
Jeudi matin, le co-président Kamau a décrit les domaines prioritaires contenus dans ce groupe thématique comme étant des

« thèmes post-OMD ». En abordant ces eaux inconnues, a-t-il précisé, de la tolérance serait nécessaire au Groupe à l'heure où il cherche à déterminer des objectifs et des cibles.

La Bolivie, au nom du G-77/Chine, a appelé à une mise en application effective et assortie d'un calendrier précis du Cadre décennal de programmation des modes de consommation et de production durables (10YFP), dans laquelle les pays industrialisés doivent prendre l'initiative. Au sujet du changement climatique et des risques de catastrophe, le délégué a déclaré: « Bien que les risques soient naturels, les catastrophes sont évitables », et que les ODD doivent être compatibles avec le consensus atteint à travers les processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

La Tanzanie, au nom du Groupe africain, a proposé un objectif axé sur le « renforcement de la qualité, de la résilience et de la protection de l'environnement et la promotion de l'exploitation, gestion et utilisation durables des ressources naturelles », qui pourrait inclure des cibles portant sur la biodiversité, le mode de PCD, la pollution atmosphérique, et la pêche INN. Le délégué a également proposé un objectif axé sur la « lutte contre la désertification et la dégradation des terres, l'atténuer de la sécheresse et la promotion de la gestion durable des terres et du milieu marin », assorti de cibles portant, notamment, sur la réalisation de zéro dégradation des terres en 2030, sur le renforcement des stocks de carbone forestier et sur la pleine application des régimes régissant les océans et les mers.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a soutenu la lutte contre le changement climatique comme thème transversal, et a proposé neuf cibles à placer sous un ou plusieurs objectifs. Ces cibles englobent: le renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation; le comblement des écarts en matière d'atténuation pré-2020, pour aider au maintien de la hausse des températures au dessous de 1,5°C; la mise en place de mesures économiques incitatives en vue de promouvoir l'investissement dans des alternatives à faible émission de carbone; la conscientisation et la sensibilisation de masse au problème du changement climatique; la protection des puits de carbone marins et terrestres et des récifs coralliens; le doublement des investissements dans l'énergie propre, renouvelable et sûre, et dans les infrastructures, dans les pays en développement; la mise en place d'outils et d'installations de gestion des risques; et l'édification d'infrastructures respectueuses de l'environnement.

Le Bénin, parlant pour les PMA, a proposé un objectif portant sur l'accès à un logement abordable et aux infrastructures et services de base, sur l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales et les bidonvilles pauvres et, sur un transport fiable et abordable. Au sujet des modes de CPD, le délégué a demandé un engagement direct des pays industrialisés. Il a soutenu aussi l'idée d'un objectif autonome sur la lutte contre le changement climatique, assorti de cibles axées sur le maintien de l'élévation de température au dessous de 1,5°C.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a proposé que des cibles soient axées sur la mesure des progrès accomplis dans l'utilisation efficace des ressources naturelles, la réduction des émissions de GES et la coopération entre les secteurs public et privé. Le délégué a également souligné la nécessité de tenir compte des savoirs autochtones et de communiquer l'origine et la durabilité des produits.

La Chine, parlant aussi pour le Kazakhstan et l'Indonésie, a proposé l'inclusion de l'urbanisation dans l'objectif consacré au thème des villes et établissements humains durables, avec des cibles portant sur la planification urbaine, une urbanisation centrée sur l'être humain, la résistance aux conditions météorologiques extrêmes, et l'accès aux infrastructures et services. La représentante a souligné que les pays industrialisés doivent prendre l'initiative dans le domaine des modes de CPD, et que le chevauchement de ce domaine avec d'autres domaines d'intervention devrait être reflété de manière équilibrée. Elle a appelé à la lutte contre le changement climatique de manière conforme au principe de RCMD et le cadre de la CCNUCC, et de traiter cet objectif plutôt de manière transversale, que comme un objectif autonome.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a souligné la nécessité de fixer des cibles, en nombre limité (trois ou quatre), par domaine d'intervention. La représentante a précisé aussi que la lutte contre le changement climatique ne doit pas être un objectif autonome, mais que les thèmes des villes durables et des modes de CPD doivent constituer des objectifs spécifiques. Les cibles proposées dans le cadre de l'objectif axé sur les modes de CPD, comprennent: l'amélioration de l'efficacité énergétique et la durabilité de la chaîne d'approvisionnement; l'amélioration de la productivité, l'efficacité et suffisance des ressources, à hauteur de 50%, d'ici 2030; la réduction de la consommation et des émissions de produits chimiques dangereux; et la mise à disposition des citoyens et des consommateurs, des données concernant la durabilité des produits.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a souhaité voir les cibles relatives à l'objectif des modes de CPD être axées sur l'évolution des modes de consommation, en particulier dans les pays industrialisés. Le délégué a souligné que le terme « pays développés » soit utilisé à la place du terme proposé « pays industrialisés ». Il a indiqué aussi que la section consacrée à la question du climat doit se référer à « changement climatique », qu'elle doit rendre compte des principes de la CCNUCC et de celui de RCMD, et qu'elle ne doit pas préjuger des résultats des négociations. Il a souligné la nécessité de s'engager à améliorer la durabilité des établissements humains, et a proposé de supprimer la référence spécifique aux « bidonvilles », et de promouvoir l'intégration entre les groupes sociaux et la planification urbaine durable.

La Norvège, parlant également pour le Danemark et l'Irlande, a déclaré que s'agissant des villes et établissements humains, les priorités sont les suivantes: l'intensification du travail sur les habitants des bidonvilles; un logement convenable et abordable; des services de base adéquats; un transport urbain sûr et durable; une gestion efficace des eaux usées; et une planification urbaine pour la résilience. La représentante a précisé aussi que les principaux éléments relatifs aux modes de CPD comprennent: un approvisionnement public inscrit dans la durabilité; communication des données concernant la responsabilité sociale des entreprises; la gestion rationnelle des produits chimiques et des matières dangereuses; et la réduction, réutilisation, recyclage. Elle a déclaré que les ODD doivent être « adaptés au changement climatique », à travers l'établissement de liens en le climat et les objectifs de développement, l'augmentation de l'efficacité

énergétique et l'élimination progressive des subventions accordées aux combustibles fossiles, la réduction de la menace que pose la pollution atmosphérique, et l'amélioration de l'accès à un transport urbain durable.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovénie, a appelé à l'amélioration de la sécurité routière et de la qualité de l'air urbain. Le délégué a soutenu l'action en faveur de modes de CPD, à travers, notamment, la suppression progressive des produits chimiques nocifs, la recherche d'alternatives et la réduction de l'exposition à des produits nocifs. Il a mis en relief le développement de technologies à faible émission de carbone, en particulier dans le secteur de l'énergie.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, a appuyé, entre autres: le renforcement des capacités des collectivités locales dans le domaine de la planification et de la mise en œuvre des politiques urbaines à travers des processus participatifs; l'amélioration des conditions de vie et de logement; l'amélioration de la qualité de l'air et la prévention des maladies associées; l'accroissement de la résilience au changement climatique; la réduction des risques de catastrophe; la préservation et le développement de la capacité des sols à stocker le carbone; la création d'une économie circulaire; et la sensibilisation aux modes de CPD.

La représentante de Trinité-et-Tobago, pour la CARICOM, a déclaré que les cibles à atteindre doivent inclure l'élimination des conditions des bidonvilles et l'amélioration de l'accès à un transport sûr et abordable. Elle a soutenu l'idée d'un objectif autonome axé sur les modes de CPD, et a suggéré que les MMCE consacrés à la lutte contre le changement climatique doivent inclure un soutien pour la mise en œuvre des programmes d'action nationaux dans le domaine de l'adaptation.

La Zambie, pour les États de l'Afrique australe, a soutenu la prévision d'un objectif axé sur « le renforcement de la résilience de manière permettant de faire face à l'impact des changements environnementaux ».

Le Royaume-Uni, parlant également pour l'Australie et les Pays-Bas, a décrit des cibles portant sur: la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux, l'utilisation efficace des ressources naturelles, la gestion durable de la chaîne d'approvisionnement, l'exploitation des ressources naturelles, la sensibilisation des consommateurs, la sécurité routière, la résilience et le plafonnement de l'augmentation de la température mondiale à 2°C. Le délégué a indiqué par ailleurs que le principe de RCMD est pertinent pour les accords multilatéraux sur l'environnement, mais pas pour les cadres du développement post-2015 et des ODD.

Singapour, parlant également pour Chypre et les Emirats arabes unis, a soutenu l'idée d'un objectif axé sur « l'édification d'établissements humains décents, sûrs et abordables », assorti de cibles portant sur la revitalisation des quartiers historiques et la réhabilitation des centres-villes. Le délégué a fait observer l'existence d'un « large consensus » au sein du groupe, que le changement climatique doit être un thème transversal.

L'Italie a proposé, dans le cadre de l'objectif consacré aux villes, une cible portant sur le déploiement de normes de construction durable, d'ici à 2018. La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a déclaré que le thème des modes de CPD doit être intégré dans d'autres domaines d'intervention, et a

établi comme priorités: la sensibilisation des entreprises et des consommateurs; l'investissement dans l'efficacité énergétique et dans les énergies renouvelables; la diminution de la production de déchets; l'amélioration du recyclage; l'élimination de la discrimination dans l'accès aux marchés; la création de critères d'approvisionnement portant sur la durabilité; la réduction des déchets dans la chaîne d'approvisionnement; et la promotion du tourisme durable. Il a également appelé à ce que tous les objectifs soient adaptés au changement climatique et à contribuer à la lutte contre le changement climatique et à la RRC.

La Roumanie a souhaité voir le caractère universel des modes de CPD être reflété de manière transversale. La représentante a déclaré que le thème des villes doit faire partie à la fois de la vision et des MMCE relatifs aux ODD, et que des mesures de lutte contre le changement climatique doivent être intégrées activement dans plusieurs objectifs et cibles à atteindre.

Le Canada, parlant également pour Israël et les Etats-Unis, a exprimé son attirance pour un objectif axé sur les villes, précisant qu'il ne voulait pas créer de distinction artificielle entre les sociétés urbaines et rurales. Le délégué a fait part aussi de son appui à l'utilisation du cadre décennal de programmation des modes de CPD pour promouvoir le développement durable, et a proposé les cibles suivantes à atteindre dans le cadre d'autres objectifs: l'amélioration de l'efficacité énergétique des matériaux de construction, dans le cadre de l'objectif axé sur l'énergie; la réduction, réutilisation et recyclage des déchets, dans le cadre des objectifs axés sur l'eau ou l'énergie; le placement d'un accent sur la durabilité des chaînes d'approvisionnement, dans le cadre de l'objectif axé sur les ressources naturelles; et la communication des données concernant la durabilité des produits et services, dans le cadre d'un objectif axé sur les MMCE ou celui d'un objectif global axé sur le partenariat.

L'Equateur, parlant également pour la Bolivie et l'Argentine, a proposé, entre autres: la sensibilisation au développement durable; la promotion d'économies, de technologies et de pratiques globales en harmonie avec la nature; la prévision de cibles axées sur les cycles de vie, fondées sur des indicateurs définis au niveau national; la promotion de la demande de produits durables, à travers la sensibilisation à des modes de CPD, conformément aux règles commerciales multilatérales; la promotion d'actions visant à prévenir et à réduire les risques face aux catastrophes naturelles et au changement climatique; et le renforcement des mécanismes de réparation des pertes et dommages, comme convenu par la CCNUCC, à Varsovie.

Le Japon a souligné l'importance des villes et de la RRC, et a souligné la nécessité d'une gestion rationnelle de l'eau ainsi que celle des eaux usées. Le délégué a précisé qu'il pourrait soutenir l'indication que le changement climatique constitue une menace grave pour le développement et pour l'éradication de la pauvreté, mais qu'il ne soutiendrait pas la prévision d'un objectif autonome sur la lutte contre le changement climatique.

Le Niger a souligné que la désertification et la sécheresse sont liées au changement climatique, et que les combattre aurait des effets bénéfiques. La Finlande a soutenu l'idée de la transition vers une économie verte et inclusive, a souligné la nécessité de s'appuyer sur les efforts du Cadre décennal de programmation des modes de CPD, et a affirmé que l'adoption

de modes de CPD est universellement essentielle et constitue une condition préalable pour le développement durable dans tous les pays, mais que les pays industrialisés doivent ouvrir la voie.

Le délégué des Maldives a déclaré que la réparation des pertes et dommages, l'adaptation et l'atténuation sont toutes aussi importantes dans la formulation des objectifs. Il s'est dit favorable à l'idée d'accorder une importance à la RRC, à la protection des puits de carbone, au rajeunissement des forêts et à des stratégies de développement à faible émission de carbone.

La Suède a proposé deux cibles liées à la lutte contre le changement climatique, axées sur les plus pauvres: intégrer l'adaptation et la réduction des émissions dans les plans de lutte contre la pauvreté et les stratégies de réduction; et, réduire la vulnérabilité des pauvres et renforcer la résilience. La représentante s'est déclarée en faveur d'un objectif distinct sur la gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes. Au sujet des modes de CPD, elle a indiqué que les pays industrialisés doivent prendre l'initiative dans ce domaine, et que son gouvernement était prêt à le faire.

L'Arabie saoudite a déclaré que les thèmes des villes et des modes de CPD méritent de constituer des objectifs autonomes. Au sujet de la lutte contre le climat, le délégué a indiqué que le résultat de 2015 de la CCNUCC doit être respecté et que les pays industrialisés doivent prendre l'initiative dans le domaine de la réduction des émissions.

Palau, à propos du thème des villes, a suggéré de souligner l'importance de la prévision d'allées ou de trottoirs sûrs, et de la danse comme l'une des formes du patrimoine, à sauvegarder. Au sujet des modes de CPD, le délégué a suggéré d'apprendre de ceux qui ont moins, car ils comprennent la conservation et la frugalité. Il a souligné la nécessité de communications et de données « honnêtes » sur les produits et services.

Le délégué des Îles Salomon a appelé à un objectif portant sur « le rétablissement de la santé de la planète ». Il a également souligné la nécessité d'un objectif climatique axé sur la stabilisation de la hausse de la température mondiale à 1,5°C, au maximum. Il a proposé des cibles portant sur: le comblement des écarts, en matière d'atténuation, de la période d'avant 2020; les mesures d'atténuation pour l'après-2030; l'adaptation de toutes les infrastructures au changement climatique, d'ici 2020; et l'investissement dans les industries et les petites exploitations agricoles respectueuses de l'environnement.

Le Pérou a proposé, pour l'objectif des villes et établissements durables, des cibles axées, notamment, sur: des villes qui soient en conformité avec les normes de qualité environnementale; la réduction des déchets générés par les habitants; des plans de résilience; la réduction de l'étalement des périmètres urbains; et la fourniture d'un espace public correspondant au nombre d'habitants. Le délégué a souligné que les objectifs climatiques doivent être compatibles avec ceux de la CCNUCC, et qu'ils pourraient inclure: le maintien de la hausse de la température de la planète au dessous de 2°C; l'augmentation du pourcentage de pays ayant des plans et des stratégies nationales de RRC; et la réduction du nombre de personnes touchées par des catastrophes naturelles, et les pertes de biens en rapport.

Le Bangladesh a plaidé pour un objectif autonome axé sur la lutte contre le changement climatique, précisant que ce thème est aussi un thème transversal. Le délégué a souligné qu'il est

possible, dans ce domaine, de déterminer des cibles à atteindre bénéficiant d'un consensus mondial pour « montrer au monde que nous nous en soucions ». Il a également appelé, dans le domaine des modes de CPD, à une cible axée sur la réduction des déchets dans la production et la consommation des denrées alimentaires.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom des PEIDP, de Nauru et de Palau, a déclaré que: « le développement durable ne peut se produire dans un monde dans lequel nous dépensons des ressources pour prévenir les effets catastrophiques du changement climatique ». Il a suggéré la prévision de cibles axées sur la lutte contre le changement climatique dans tous les ODD.

L'Indonésie a déclaré que les modes de CPD doivent être mis en application en tant que force apte à nous préparer au programme de développement pour l'après-2015, les pays développés montrant la voie. L'adoption de modes de CPD nécessite une révolution technologique, a-t-il souligné, et les pays en développement ont besoin des moyens et d'outils permettant le passage à des modes plus durables de consommation et de production.

L'Iran a déclaré que le thème des modes de CPD nécessite un objectif autonome. Le délégué a suggéré de déplacer les cibles axées sur la sensibilisation au domaine d'intervention portant sur la sensibilisation. Au sujet de la lutte contre le changement climatique, il a déclaré que le GTO ne devrait pas anticiper sur les processus existants. L'Autriche a déclaré que le Cadre décennal de programmation des modes de CPD constitue le cadre principal de la coopération internationale en la matière. Le délégué a appelé à l'évitement des doubles emplois avec la CCNUCC, et à l'intégration de cibles axées sur la lutte contre le changement climatique dans tous les autres objectifs.

La Grèce a souligné, à propos des villes, l'aménagement du territoire durable et la préservation des sites historiques dans les milieux urbain et rural. Au sujet des modes de CPD, le délégué a proposé un objectif portant sur le traitement des impacts environnementaux de la consommation et de la production. S'agissant du changement climatique, il a suggéré l'intégration active de mesures idoines dans plusieurs objectifs et cibles, sans interférence avec les négociations de la CCNUCC.

Le Costa Rica a déclaré que le dénominateur commun entre ces thèmes est la nécessité de renforcer la résilience et les stratégies visant à réduire les risques de catastrophe. Le délégué a appelé à l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales, a souligné l'intégration des facteurs négatifs externes qui découlent de la pollution, et a souligné que les aspirations de la lutte contre le changement climatique doivent être reflétées dans les ODD.

L'Éthiopie a suggéré un objectif axé sur « la garantie d'un engagement ambitieux et orienté vers l'action à limiter la hausse de la température mondiale à 2°C, à travers la prise en compte des mesures d'adaptation, d'atténuation et de la réparation des pertes et dommages causés par le changement climatique ».

La Belgique a déclaré que l'adoption de modes de CPD constitue une opportunité et un défi universels qui s'articulent avec de nombreux domaines d'intervention. Le délégué a indiqué que la lutte contre le changement climatique mérite une approche transversale, à travers l'intégration des concepts de

faible émission de carbone, de résilience et de limitation de la hausse de la température du globe à 2°C, et à travers la création d'interconnexions avec d'autres domaines d'intervention et, notamment, ceux de l'efficacité énergétique, des écosystèmes et établissements humains côtiers.

L'Inde a critiqué le regroupement de ces trois thèmes, affirmant que leur regroupement n'est pas justifié. Le délégué a indiqué que l'urbanisation nécessite une approche différenciée complète, mais que sa délégation n'était pas tout à fait convaincue de la nécessité d'un ODD spécifique à ce thème. Il a reconnu que la lutte contre le changement climatique est une question centrale qui doit être plutôt intégrée au traitement des facteurs favorisant ce problème, que figurer en tant qu'objectif autonome. Il a rappelé aux délégués que les engagements des pays en faveur de l'objectif de 2°C et de la lutte contre le changement climatique sont en cours d'évaluation.

Le Pakistan a déclaré que la focalisation sur l'urbanisation doit être rattachée plutôt au thème du développement rural, qu'à celui des villes. Le délégué a proposé, dans le cadre d'un objectif axé sur la lutte contre le changement climatique, des cibles portant sur: l'arrivée à la pointe des émissions mondiales de carbone, d'ici 2020, et la stabilisation de l'atmosphère, d'ici 2030; la garantie de la concrétisation de l'engagement de 100 milliards de dollars US de financement pour la lutte contre le changement climatique, et de la consécration de 50% des ressources à l'adaptation; et la réduction de l'intensité globale de carbone, de 20%, d'ici 2030.

CONSERVATION ET UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES, DU MILIEU MARIN, DES ECOSYSTEMES ET DE LA BIODIVERSITE: Jeudi après-midi, Nauru, au nom de l'AOSIS, a déclaré que la question des océans et mers doit constituer un ODD, avec des cibles portant sur: la restauration et la préservation des écosystèmes marins; le maintien des stocks de poissons à des niveaux sains; l'application de mesures de conservation effectives aux aires marines, y compris les aires protégées (AMP); la gestion et le contrôle efficaces de tous les types d'exploitation maritime; et le traitement efficace des effets du changement climatique.

La Bolivie a déclaré que les efforts fournis dans le cadre du suivi des résultats de Rio+20, liés à la diversité biologique marine située au-delà des zones de juridiction nationale (BBNJ), ne doivent pas être dupliqués, a souligné son engagement à atteindre les trois objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et a appelé toutes les parties à appuyer pleinement la mise en œuvre des trois Conventions de Rio.

La Barbade, au nom de la CARICOM, a déclaré que les cibles prioritaires liées à la question du milieu marin comprennent: la réduction de la pollution et des débris marins, y compris celle provenant de sources terrestres; le traitement du problème de l'acidification des océans; le renforcement de la résilience des communautés côtières; le renforcement de la coopération régionale en faveur des stocks de poissons chevauchants; l'élimination des subventions qui contribuent à la surpêche; le traitement du problème des pêches INN et les pratiques de pêche destructrices; et le renforcement des capacités et le transfert de technologie pour permettre aux pays de tirer pleinement parti des ressources présentes à l'intérieur de leurs zones économiques exclusives.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom des PEIDP, de Nauru, de Palau et de Timor-Leste, a plaidé pour un objectif autonome axé sur les ressources marines et le milieu marin, assorti de cibles portant, notamment, sur: l'établissement, d'ici 2020, d'un système d'AMP à l'intérieur, et au-delà, des lignes de juridiction nationale; le traitement du problème de l'acidification des océans; la restauration des stocks de poissons migrateurs et chevauchants sains; la gestion des prises accessoires et des rejets; l'élimination des subventions accordées aux pêches nuisibles; et la création d'emplois dans les communautés côtières et insulaires, tout en respectant le développement durable. Le délégué a conclu en déclarant « qu'il est temps de marier la Terre-Mère à l'Océan-Père ».

Le Congo, au nom de dix pays du bassin du fleuve Congo, a plaidé pour un objectif spécifique sur la gestion durable des forêts, assorti de cibles axées sur: la réduction, de moitié, d'ici 2015 et 2030, le déboisement et la dégradation des forêts; l'amélioration de l'exploitation du bois à travers la diversification de ses utilisations; la répression du trafic d'espèces protégées; et la protection des patrimoines naturel et culturel.

La Zambie, pour les États de l'Afrique australe, a présenté de cibles axées sur: la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles; la réduction des taux de désertification et de dégradation des terres; la promotion de la gestion et utilisation durables des terres; et le renforcement de la protection des océans, des mers et des ressources marines.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovénie, a mis l'accent sur la lutte contre l'extraction non durable des ressources marines, sur l'importance des AMP et sur le besoin d'efforts visant à réduire les conflits entre les différents usages de la terre et de la mer. Le délégué a suggéré d'inclure la diversité génétique des espèces d'élevage et de culture dans le cadre de l'agriculture durable, dans l'objectif consacré à la sécurité alimentaire et la nutrition. Il a proposé de traiter les espèces exotiques envahissantes dans l'objectif portant sur le thème de l'eau et l'assainissement.

L'Italie, parlant également pour la Turquie et l'Espagne, a suggéré une cible axée sur le maintien de la capacité des océans comme guérisseurs, avec un accent particulier sur le rôle des PEID. Le délégué a également appelé à renforcer des cadres de gouvernance forestière, et à viser, collectivement, à la jugulation des pertes du couvert forestier mondial, d'ici 2030. Il a proposé que la question des données constitue un thème général et transversal présent dans l'ensemble des objectifs.

La représentante des États-Unis, parlant aussi pour Israël et le Canada, a exprimé son soutien pour un objectif transformateur, bien conçu, sur la protection des océans, assorti de cibles axées sur: la réduction de la pollution et des débris marins, y compris ceux découlant des activités terrestres; la création d'aires marines protégées et la conservation des zones côtières et marines; et la lutte contre la pêche INN. Elle a appelé à un objectif portant sur la gestion durable des ressources naturelles, assorti de cibles axées sur: la protection des espèces menacées et l'arrêt de l'érosion de biodiversité; l'inversement des pertes du couvert forestier, la gestion durable des forêts et l'amélioration de la gouvernance forestière; la prévention et l'inversement de la dégradation des sols; et la jugulation du braconnage et du trafic d'espèces protégées.

Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a suggéré, entre autres: le renforcement des capacités dans le domaine de la pêche artisanale et des activités touristiques; les objectifs et les cibles d'ordre général doivent envisager l'élimination des barrières commerciales et non-commerciales; l'élimination du commerce des espèces protégées; et l'augmentation du nombre de pays ayant adopté la gestion durable des forêts, d'ici 2030.

La Pologne, parlant également pour la Roumanie, a appuyé les efforts visant à réduire la pollution marine, y compris celle découlant des activités terrestres, à arrêter la destruction des ressources marines, à éliminer les subventions qui favorisent la surpêche et la protection de la biodiversité dans les zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale. La représentante a également appelé à assurer un monde neutre en dégradation des terres, la protection des espèces menacées, et juguler le braconnage et le trafic d'espèces protégées.

La Chine, parlant également pour l'Indonésie et le Kazakhstan, a déclaré qu'en l'absence d'un accord international sur la biodiversité dans les zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale, elle ne souhaiterait pas inclure ces dernières dans les ODD, et a signalé que l'Assemblée générale de l'ONU a un groupe de travail ad hoc sur les AMP au-delà des lignes de juridiction nationale, et que par conséquent la question ne devrait pas être incluse dans les ODD.

Le délégué des Émirats arabes unis, parlant également pour Chypre et Singapour, a plaidé pour un objectif axé sur les océans et les mers, et a signalé que les références au tourisme durable sont plus pertinentes dans la section consacrée aux écosystèmes et à la biodiversité.

La Bulgarie, parlant également pour la Croatie, a appelé à un objectif autonome sur la gestion durable des ressources naturelles. La représentante a suggéré des cibles axées sur: la réduction de la pollution marine; l'encouragement de la pêche durable; une gouvernance régionale et internationale des océans et des mers; la gestion durable des forêts; la sensibilisation à des modes de vie durables; un approvisionnement public durable; et la communication des données concernant la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a suggéré la promotion de l'utilisation durable des ressources marines, « en tenant compte des besoins des pays en développement ». Le délégué a signalé qu'il n'y a pas de régime applicable à l'établissement d'AMP dans les zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale. Il a souligné que la question « d'un monde neutre en dégradation des terres » ne peut pas être traduite en cibles et indicateurs et que, malgré son inclusion dans le document final de Rio+20, sa faisabilité n'a pas été techniquement confirmée.

La Norvège, parlant également pour le Danemark et l'Irlande, a déclaré que les cibles à atteindre devraient porter sur: la mise en œuvre de régimes régionaux et internationaux régissant les océans et les mers; la gestion durable des ressources marines; la lutte contre la pollution et les débris marins; l'arrêt de la destruction de l'habitat marin, y compris celle due à l'acidification; et la lutte contre la pêche INN et les pratiques de pêche destructrices. Au sujet de l'autre domaine d'intervention, qu'elle a décrit comme portant sur « les écosystèmes terrestres », elle a indiqué que les cibles doivent être aptes à être traduites en actions, comme celles d'Aichi sur la biodiversité.

Le Guatemala a appelé à des cibles axées sur la restauration et la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, la mise en valeur des zones forestières, l'élimination des incitations nuisibles à la biodiversité, la prévention de l'extinction des espèces non menacées et la promotion de la RRC dans les zones côtières. Au sujet des aires marines, des océans et des mers, elle a suggéré des cibles axées sur: la réduction de la pollution marine; la protection des habitats marins; et l'adoption d'une agriculture durable pour les pratiques de pêche en milieu marin et milieu d'eau douce.

L'Australie a appelé à l'intégration des questions des ressources naturelles dans plusieurs objectifs et cibles, et à la gestion durable de la biodiversité, des ressources naturelles, des océans et des mers de la planète. Le délégué a suggéré des cibles marines axées sur: l'accroissement des rendements économiques des PMA et des PEID, découlant du développement durable des ressources marines; la garantie de la conservation d'un certain pourcentage des ressources; la réduction de la pollution des écosystèmes; la restauration des pêcheries; et l'élimination des subventions nuisibles.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, a déclaré que ces deux domaines d'intervention sont essentiels pour le programme de développement de l'après-2015 et qu'ils devraient être considérés comme des objectifs à réaliser. Le délégué a appelé à des cibles axées sur: la restauration des écosystèmes, la réduction de l'érosion des habitats, la prévention de la déforestation, la protection des récifs coralliens, la promotion de pêcheries durables et la lutte contre la pollution marine.

L'Equateur, parlant également pour l'Argentine et la Bolivie, a réaffirmé la pleine validité de l'approche durable de la Convention sur le droit de la mer des Nations Unies. Le délégué a suggéré qu'une cible axée sur la lutte contre l'acidification des océans soit considérée dans le contexte de la lutte contre le changement climatique. Il a également souligné que seules les subventions qui contribuent à la surpêche doivent être considérées comme nocives.

Le Bhoutan a souligné la nécessité d'objectifs et de cibles axés sur les forêts et la biodiversité, et a suggéré l'intégration des engagements tirés des OMD et des cibles d'Aichi. Le délégué a indiqué qu'il semblait y avoir une convergence de vues en faveur d'objectifs globaux sur les écosystèmes et la biodiversité. Il a accueilli favorablement les mesures en faveur de la protection des écosystèmes de montagne.

Le Japon a déclaré que l'établissement d'AMP devrait être fondée sur des connaissances et conclusions scientifiques. Au sujet des écosystèmes et de la biodiversité, le délégué a indiqué que les objectifs doivent être compatibles avec la CDB et, notamment avec les objectifs d'Aichi. La Croatie a déclaré percevoir un mérite dans l'adoption d'un objectif autonome sur les océans et les mers.

Le Bangladesh a suggéré de regrouper les cibles suivantes: promouvoir l'exploitation durable des ressources marines; promouvoir l'utilisation durable des pêches en milieu marin et éliminer toutes les pratiques de pêche INN; protéger les ressources marines et créer des aires marines protégées; et lutter contre la pollution marine, la destruction des habitats marins et l'acidification des océans. Au sujet des écosystèmes et de la

biodiversité, le délégué a préconisé l'adoption de cibles axées sur: la protection des écosystèmes essentiels; la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité; la gestion durable des forêts; l'utilisation durable des ressources génétiques; et la lutte contre la dégradation des terres et l'érosion des sols; et la promotion et la protection des savoirs et pratiques traditionnels.

Le Cap vert a plaidé pour des cibles axées sur: l'établissement et la consolidation d'AMP; l'arrêt de la destruction des habitats marins; l'élimination de la pêche INN; l'arrêt du déboisement et de la dégradation des terres et la réalisation d'un monde neutre en dégradation des terres, d'ici 2030; le renforcement des capacités dans le domaine de la recherche scientifique; et la promotion de partenariats inclusifs pour le transfert de technologie.

Le Maroc a proposé de préciser que le domaine d'intervention sur les écosystèmes et la biodiversité englobe également les écosystèmes terrestres.

Le Gabon a mis l'accent sur le trafic d'espèces et sur la nécessité d'un objectif autonome sur les forêts, et a suggéré d'intituler ce domaine d'intervention « les écosystèmes, la biodiversité, les forêts et les montagnes ».

Le Costa Rica a souligné l'importance des aires marines et de la sécurité alimentaire, et a suggéré d'accroître le nombre et la taille des aires forestières protégées. La Serbie a déclaré que l'intitulé du domaine d'intervention 17 devrait être « L'environnement, les écosystèmes et la biodiversité », pour que les questions environnementales y soient intégrées, y compris les engagements pris dans le cadre des accords multilatéraux sur l'environnement.

Le délégué des Maldives a appelé, pour le milieu marin, à des cibles axées sur: l'élimination de la pollution marine; l'élimination de la pêche INN; le rétablissement, la mise en valeur et la préservation des écosystèmes marins; l'arrêt des subventions perverses; la promotion d'une pêche durable à petite échelle; et l'intégration de MMCE appropriés pour des objectifs spécifiques.

La Grèce a proposé, pour le milieu marin, des cibles axées sur: la lutte contre la pollution et l'établissement d'AMP, y compris la biodiversité dans les zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale; la promotion d'une pêche et d'une aquaculture durables; la lutte contre la surpêche et la reconstitution des stocks de poissons; et a accueilli avec satisfaction la pleine application de la Convention-cadre sur le droit de la mer des Nations Unies.

L'Autriche a mis en exergue la protection des dauphins et des baleines, la protection des écosystèmes de montagne, l'intégration des mesures déjà adoptées dans le cadre de la CDB et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages qui en sont tirés. La Belgique a annoncé un soutien solide en faveur d'un ODD autonome sur les océans, les mers et la pêche. La Nouvelle-Zélande a déclaré qu'un objectif autonome sur les océans et les mers ne ferait pas double emploi avec le processus de la biodiversité marine des zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale.

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a plaidé en faveur d'un objectif axé sur « le renforcement, pour tous, des avantages découlant de la

biodiversité et des services écosystémiques, dans un monde juste qui valorise et qui préserve la nature ». Le délégué a plaidé pour des cibles axées sur la restauration et la préservation des écosystèmes, la bonne gouvernance et l'utilisation durable des ressources naturelles, la neutralité de la dégradation des terres, et l'accès à l'eau et sa disponibilité.

Clôturent les discussions de la journée, le co-président Kőrösi a souligné qu'il a senti un « très large consensus » sur « l'existence en puissance » des deux objectifs abordés durant la séance de l'après-midi.

LES MOYENS D'EXECUTION/LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE:

Vendredi matin, la Bolivie, parlant pour le G- 77 et la Chine, a déclaré que des objectifs significatifs ne peuvent pas être formulés, à moins qu'ils traitent de facteurs structurels et internationaux, et a appelé à la concrétisation des engagements pris dans le cadre de l'APD, à l'allègement de la dette et au transfert de technologie et au renforcement des capacités, en faveur des pays en développement. Le délégué a mis l'accent sur les priorités suivantes pour ce qui est des MMCE: éviter de faire peser des charges supplémentaires sur les pays en développement; améliorer la cohérence et l'uniformité du commerce international et des systèmes de financement; reconnaître la coopération Nord-Sud comme principal canal de partenariat mondial; améliorer les mécanismes de transfert de technologie; veiller à ce que les ressources supplémentaires ne soient pas soustraites des apports financiers existants; et créer un espace politique adéquat et un environnement propice à l'intégration dans l'économie mondiale.

La Tanzanie, parlant pour le Groupe africain, a souligné qu'une discussion des MMCE devrait faire partie intégrante de chaque domaine d'intervention. Le délégué a proposé un objectif axé sur « la fourniture d'un soutien opportun et efficace aux Etats en développement », assorti de cibles portant sur le respect des engagements de l'APD, l'élimination des obstacles posés aux flux d'envois de fonds, le transfert de technologies écologiquement rationnelles, en veillant à ce que les règles commerciales soient favorables aux pays en développement, la viabilité de la dette, la démocratisation des institutions internationales et le suivi des engagements internationaux disponibles.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a déclaré que des MMCE doivent être attachés à chaque objectif. La représentante a suggéré des cibles axées sur: les capacités institutionnelles des pays en développement en matière de planification de développement durable, la gestion de la politique macroéconomique, la collecte et l'analyse des données, et des mécanismes de suivi, d'évaluation et de communication des données concernant les progrès accomplis dans la réalisation des ODD.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant aussi pour Nauru, Palau, les PEIDP et le Timor-Leste, a déclaré que les MMCE ne devraient pas constituer un objectif autonome, mais figurer dans chaque ODD, et doivent tenir compte des circonstances et vulnérabilités des pays. Le délégué a suggéré une révision immédiate, pour simplifier les procédures régissant l'accès au financement destiné au développement. Il a souligné que le « partenariat authentique et durable » nécessaire est fondé sur la confiance mutuelle, la transparence et la reddition de comptes.

La Barbade, pour la CARICOM, a déclaré que les MMCE doivent être à la fois un objectif autonome et partie intégrante de la discussion des divers domaines d'intervention. Les domaines d'intervention possibles sont: l'amélioration de la reddition de comptes dans la coopération au développement, la réduction des coûts de transfert de fonds, et l'amélioration de la participation des pays en développement dans les institutions financières internationales.

Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a déclaré que la troisième Conférence sur le financement du développement devrait fournir l'occasion de parvenir à des accords fondamentaux pour l'édification d'une véritable alliance mondiale pour le développement. La troisième Conférence des PEID, maintenant en phase préparatoire, devrait renouveler les accords et mobiliser des ressources pour le développement et établir un programme de développement, à approuver en 2015, qui soit en phase avec les ODD.

La Slovénie, parlant également pour le Monténégro, a appelé à une focalisation sur les aspects non-financiers, a suggéré de promouvoir la coopération et l'accès à la science et à la technologie, et a indiqué que le principe de RCMD ne s'étend pas à tous les thèmes figurant dans le programme de développement pour l'après-2015.

Le Bénin, au nom des PMA, a souligné l'importance des MMCE pour les PMA, et a suggéré des cibles portant sur: le doublement de la part des exportations des PMA, d'ici 2020, et son triplement, d'ici 2030; l'amélioration de l'accès aux marchés pour les produits des PMA; le renforcement des capacités liées au commerce; le respect des engagements de l'APD, d'ici 2020; et le soutien de la mobilisation des ressources.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a déclaré que les MMCE doivent être à la fois un thème transversal et un ODD autonome. Le délégué a appelé à une section consacrée aux MMCE, dans chacune des cibles figurant dans chaque ODD, section traitant du financement, des capacités, de ce qui est requis pour chaque objectif, au plan institutionnel et au plan des données, ce qui, a-t-il indiqué, permettrait d'avoir un programme universel qui prenne en compte les responsabilités et les besoins différenciés. Il a souligné aussi que certains thèmes, tels que celui de l'accès à la justice et à la prise de décision participative, relèvent d'un objectif dédié aux MMCE, et non du domaine d'intervention axé sur la sécurité.

La Pologne, parlant également pour la Roumanie, a déclaré que les MMCE ne devraient pas constituer la tâche principale du GTO, vu que les processus de Monterrey, de Doha et de l'ICESDF offrent autant de plates-formes pour la poursuite de la discussion sur ce sujet. La représentante a averti que le principe de RCMD n'est pas à appliquer au-delà de sa définition initiale, précisant que le principe porte sur l'engagement de toutes les parties, en fonction de leurs capacités respectives, élément qui évolue avec le temps.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a suggéré un rôle pour les commissions régionales des Nations Unies dans le renforcement des partenariats public-privé. Le délégué a demandé au Groupe de « rester attentif » au processus de Monterrey/Doha, de l'ICESDF, de Busan et aux conférences d'Istanbul et du Mexique. Il a préféré voir des progrès être

accomplis sur des objectifs et cibles spécifiques, avant de passer à leur mise en œuvre, et s'est déclaré en faveur d'un objectif unique sur les MMCE.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a appelé à un nombre moins important d'objectifs et de cibles, car « nous ne sommes pas en train de négocier une résolution ou une décision, mais un outil ». La représentante a fortement appuyé l'idée d'avoir des MMCE mentionnés dans le cadre de chaque objectif, vu que la mise en œuvre peut varier. Elle a également indiqué que « les gouvernements ne peuvent pas le faire à eux seuls », a appelé à un cadre de responsabilisation, et a souligné que les biens publics mondiaux sont au cœur d'un programme universel. Elle a suggéré des objectifs spécifiques sur la facilitation de la technologie, l'APD, le commerce international, la gouvernance mondiale, le secteur privé et la dette.

La Zambie, parlant pour les PMA, a déclaré que les MMCE devraient faire partie de chaque objectif. Le délégué a proposé un objectif autonome permettant de restructurer et de renforcer le nouveau partenariat mondial pour le développement.

Les cibles intermédiaires pourraient porter sur: le soutien financier, l'accès aux marchés, le commerce international, l'investissement étranger direct et, l'assistance technique et le renforcement des capacités des PMA, et la coopération Sud – Sud, comme complément à la coopération Nord-Sud.

La représentante des Pays-Bas, parlant également pour l'Australie et le Royaume-Uni, a souligné que les ODD constitueront un programme universel de partage des responsabilités, reflétant les capacités nationales en évolution et les besoins particuliers des PMA, des PEID et des PDSL. Elle a appelé à un objectif global axé sur le partenariat, qui va au-delà de l'ODD 8 et des partenariats multi-parties prenantes, pour la conduite de la mise en œuvre. Elle a appelé aussi à des objectifs axés sur transparence des gouvernements et des pays, sur l'efficacité de la dépense publique et sur la lutte contre la corruption.

La Chine, parlant également pour l'Indonésie et le Kazakhstan, a souligné que les MMCE devraient couvrir, outre les ressources financières, le transfert de technologie et le renforcement des capacités, les questions macroéconomiques. La représentante a appelé, pour l'objectif financier, à des cibles intermédiaires assorties d'un échéancier, avec les moyens permettant d'aider les efforts des pays en développement. Elle a également appelé les pays industrialisés à intensifier leurs efforts, notamment dans le domaine de l'APD, et a souligné que le partenariat mondial devrait être guidé par la coopération intergouvernementale, les autres parties prenantes étant seulement complémentaires.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, a déclaré que l'ODD 8 était trop restrictif pour suivre les autres ODD, et que la « vision classique » du partenariat mondial pour le développement est insuffisante pour un programme qu'on voudrait de transformation. Le délégué a exprimé son soutien à l'idée d'un partenariat dépassant la ligne de démarcation Nord-Sud, et apte à bâtir sur des responsabilités mutuelles et partagées. Il a proposé des cibles intermédiaires portant sur: l'établissement d'un système commercial ouvert, fondé sur des règles et favorable au développement; la mise en place d'un système financier stable, efficace et réglementé;

l'élimination des paradis fiscaux et des financements illicites; des flux migratoires sécurisés et régulés; et, la primauté du droit et des institutions efficaces et transparentes.

Singapour, parlant également pour les Emirats Arabes Unis et Chypre, a déclaré que les MMCE doivent inclure la capacité de suivi et de communication des données, y compris les mesures recommandées par la ICESDF. Le délégué a indiqué que, dans le développement, l'efficacité et l'imputabilité sont nécessaires, et a parlé de l'impératif de mobiliser des ressources intérieures.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a suggéré que l'objectif « partenariat mondial pour le développement durable » devrait inclure des cibles intermédiaires axées sur: l'élaboration d'un système commercial et financier ouvert, fondé sur des règles, stable, prévisible et non discriminatoire; répondre aux besoins particuliers des PMA, des PDSL et des PEID; le réengagement à la réalisation des engagements de l'APD suivant un calendrier convenu; et le renforcement des capacités scientifiques.

L'Italie, parlant également pour l'Espagne et la Turquie, a plaidé, entre autres, pour: la promotion, au niveau international, de nouvelles avancées sur les réformes devant être introduites pour parvenir à un système commercial ouvert et fondé sur des règles; un environnement national et international favorable à une plus grande participation du secteur privé; et la responsabilité sociale des entreprises.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Equateur, a déclaré que des MMCE spécifiques devraient être déterminés pour chaque ODD, et a appelé à la réalisation de la parité de vote au sein du FMI, à la restructuration de la dette souveraine et au soutien d'un mécanisme de transfert de technologie.

Le Danemark, parlant également pour l'Irlande et la Norvège, a exhorté les pays industrialisés à s'engager de nouveau aux objectifs de l'APD, précisant, toutefois, que les ODD ne peuvent pas être atteints sans des ressources financières supplémentaires substantielles. La représentante a appelé à renforcer la tendance à la hausse de la mobilisation des ressources nationales, à traiter le problème des apports financiers illicites, et à un accès préférentiel aux marchés, pour les PMA. Elle a indiqué qu'un ensemble plus large de parties prenantes devrait être impliqué dans la conception des MMCE spécifiques à affecter à chaque objectif.

La représentante des États-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a déclaré que le financement doit être ambitieux, en phase avec Monterrey et Doha, et complet. Au sujet des MMCE non financiers, elle a souligné la coopération dans les domaines de la science et de la technologie, la connectivité et l'accès aux connaissances et données. Au sujet de l'opportunité d'inclure des MMCE dans chaque objectif, elle a déclaré qu'étant donné que les mesures seront adaptées au contexte, des MMCE déterminés ex ante peuvent « s'y tromper ». Elle a également souligné l'importance des partenariats multipartites.

La République de Corée a souligné que certains MMCE sont d'ordre thématique (le commerce, la dette, la technologie), tandis que d'autres sont d'ordre procédural (le partenariat, l'exploitation, le suivi), et a préféré voir un objectif autonome sur les MMCE être focalisé sur ce dernier ordre. Le délégué

a appuyé l'idée de voir l'ONU et, notamment le FPHN et le Forum de coopération au développement, servir de plateforme mondiale pour le suivi. Il a également suggéré une cible éventuelle axée sur la responsabilité dans la coopération au développement.

La Biélorussie a suggéré un objectif autonome sur « l'accès universel aux technologies durables ». La formulation des MMCE devrait mentionner tous les pays qui ont besoin d'aide, y compris les pays à revenu intermédiaire, devait-il souligner.

Le Japon a déclaré que le financement devrait être discuté au sein de l'ICESDF, et a souligné que le financement privé et l'investissement direct étranger sont des priorités clés. Le délégué a précisé qu'il n'est pas d'accord avec les États membres qui ont appelé à des MMCE dans chaque objectif, soulignant l'importance des interconnexions entre les objectifs et les approches descendantes pour la mise en œuvre.

L'Iran a déclaré qu'il est nécessaire d'avoir un objectif autonome sur les MMCE, ainsi qu'une cible à atteindre, dans chaque domaine d'intervention. Le délégué a également proposé un objectif axé sur « l'établissement d'un mécanisme de facilitation du transfert de technologies propres et respectueuses de l'environnement ».

Le Maroc a souhaité voir des MMCE être intégrés dans chaque domaine d'intervention. Il a proposé aussi une réaffirmation des engagements de l'APD, et le suivi de la concrétisation des engagements et des MMCE.

L'Égypte a proposé d'améliorer le climat des échanges pour les pays en développement, de rendre l'aide au développement plus efficace et plus prévisible, et de suivre la mise en application du partenariat mondial et de ses objectifs.

Le Bangladesh a déclaré que si nous voulons réaliser un partenariat mondial, nous devons examiner les voies et moyens de tirer parti de l'engagement du secteur privé dans les pays en développement, augmenter les expériences novatrices et veiller à ce que toutes les parties prenantes se conduisent de façon responsable.

L'Inde a plaidé pour à la fois un objectif autonome axé sur les MMCE et, dans chaque objectif, pour des cibles portant sur des MMCE englobant: le renforcement des capacités; la viabilité de la dette; la réforme du régime de la propriété intellectuelle; la réforme de la gouvernance économique mondiale; et un accès abordable aux technologies respectueuses de l'environnement. Le délégué a parlé du défi que constitue le renforcement des capacités pour la révolution des données, et a suggéré des objectifs axés sur la mobilisation des financements du secteur privé.

La Suède a déclaré qu'il s'agit là d'un programme universel avec des responsabilités communes et partagées, et a ajouté que l'APD ne couvre qu'une partie des besoins en matière de financement. La représentante a suggéré un système commercial multilatéral libre, ouvert et fondé sur des règles, et la maîtrise des effets des flux migratoires, à travers notamment l'octroi d'une attention aux envois de fonds et aux conditions de travail des migrants. Elle a affirmé qu'il n'est pas pratique d'introduire des MMCE dans chaque cible.

Au sujet des MMCE, le Costa Rica a appelé à mettre l'accent sur la transparence, l'évaluation de l'impact et la responsabilité des dépenses publiques. Au sujet du partenariat mondial, il a

souhaité préciser que les partenaires concernés comprennent la société civile, les communautés universitaires et les institutions de recherche.

La Finlande a demandé, pour le partenariat, une approche multipartite englobant les gouvernements, le secteur privé, la société civile et le monde universitaire. La représentante a appelé à laisser l'ICESDF faire son travail, et a suggéré la tenue d'une réunion conjointe du GTO et de l'ICESDF, en mai. Elle a affirmé que le rattachement de MMCE à chaque objectif et chaque cible n'est pas pratique.

Le Paraguay a déclaré qu'une référence explicite à des MMCE dans chaque domaine d'intervention faciliterait l'élaboration des ODD. Le délégué a appelé à des sources de financement multiples pour améliorer les infrastructures dans les PMA et dans d'autres pays vulnérables. Au sujet du partenariat mondial, il a suggéré le renforcement des engagements à faciliter les transits en provenance et à destination des PMA.

Le Liban a appelé à la promotion d'un environnement propice à l'entrepreneuriat et à l'investissement, et a également souligné la nécessité d'investir dans les capacités humaines et la formation, la prise de décisions éclairées et l'interface science-politique. La représentante a appelé à une cible axée sur la fixation du coût des envois de fonds à moins de 5% de la valeur globale du montant de l'envoi, d'ici 2020.

La Zambie, au nom des États d'Afrique australe, a déclaré que les mécanismes de MMCE doivent être clairs dès leur création. Le délégué a proposé des objectifs axés sur: la fourniture d'un appui financier et technique, en temps opportun; et la mise en place de mécanismes financiers nouveaux, innovants et élargir ceux déjà disponibles. Il a appelé à de nouveaux partenariats mondiaux qui englobent l'équité et la responsabilité mutuelle.

DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET NON-VIOLENTES, LA PRIMAUTE DU DROIT ET LA BONNE

GOVERNANCE: Vendredi après-midi, Palau, au nom de Nauru et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et parlant également pour les PEIDP et de Timor-Leste, a souligné la nécessité d'un objectif autonome sur des sociétés pacifiques, et a ajouté que ce dernier pourrait inclure des cibles transversales sur le changement climatique.

Le Royaume-Uni, parlant aussi pour les Pays-Bas et l'Australie, a suggéré des objectifs portant sur: les niveaux de violence; des institutions de justice dotées de ressources suffisantes et efficaces; la responsabilité et le professionnalisme de la police; le nombre des personnes déplacées et des réfugiés; les flux illicites et le trafic d'armes; l'identité libre et légale; la liberté d'expression et d'association; et la corruption.

La Barbade, pour la CARICOM, a déclaré que les cibles à atteindre pourraient inclure: l'amélioration des lois, politiques et instruments de la lutte contre la criminalité organisée; la ratification du traité sur le commerce des armes; la réduction de la criminalité, de la violence et de l'exploitation; et la mise en œuvre des politiques et programmes visant à accroître la participation du public dans l'élaboration des politiques.

Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a déclaré que les thèmes identifiés comme prioritaires dans le document final de Rio+20 doivent être soulignés. Le délégué a souligné que Rio+20 repose sur les trois piliers du développement durable et qu'il n'y a pas d'accord sur un quatrième pilier axé sur la paix et

la sécurité. Il a précisé que ces questions exigeraient un examen de la mise en application des engagements pris par les puissances nucléaires concernant le désarmement ou ceux pris concernant la Palestine, où, a-t-il affirmé, les accords sont appliqués de manière sélective. Au sujet de la primauté du droit, il a déclaré que ce chapitre devrait faire référence à des institutions internationales plus efficaces, plus représentatives et plus responsables.

Le Danemark, parlant également pour la Norvège et l'Irlande, a appelé à un objectif sur l'établissement de sociétés pacifiques et non-violentes, et à un objectif distinct sur la primauté du droit et la bonne gouvernance. Les cibles intermédiaires peuvent comprendre: la réduction du nombre de morts violentes; la lutte contre la traite d'êtres humains et le crime organisé; la garantie de l'accès à la justice et aux droits de propriété; l'élimination de la corruption; et la lutte contre les flux financiers illicites.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a appelé plutôt à un programme d'universalité, qu'au placement d'un accent sur des pays spécifiques ou des conditions particulières. Attirant l'attention sur la question des flux migratoires, il a appelé à un dialogue international et régional sur les responsabilités des pays d'origine, de transit et de destination dans la protection des droits humains des migrants.

La Slovaquie, parlant également au nom du Monténégro, a appelé à deux objectifs distincts pour ce groupe de thèmes. Elle a appelé à un traitement d'ordre général de la question de la paix et de la sécurité, dans le cadre couvrant toutes les formes de violence, en particulier contre les femmes et les enfants. Elle a proposé de s'attaquer aux causes profondes de la migration forcée, et de protéger les personnes déplacées par le changement climatique et la destruction environnementale.

La Thaïlande, parlant également pour le Bhoutan et le Viet Nam, a déclaré que le moment est venu pour faire de la primauté du droit, de la prévention du crime et de la bonne gouvernance mondiale, une force d'entraînement vers le développement durable, précisant que ces questions soutiennent la diversification et l'intégration économique. Le délégué a proposé des cibles supplémentaires axées sur la criminalité transnationale organisée et la collaboration multi-parties prenantes.

La France, parlant également pour l'Allemagne et la Suisse, s'est déclarée en faveur d'un objectif portant sur « la bonne gouvernance, la transparence et des institutions inclusives, efficaces et responsables ». Le délégué a proposé un deuxième objectif axé sur « des sociétés pacifiques et non-violentes », assorti de cibles intermédiaires portant sur l'élimination de la violence et de la lutte contre le trafic de drogue, la traite d'êtres humains, le trafic d'armes légères et de petit calibre, et la protection des droits des personnes déplacées et des réfugiés. Il a appelé à des mécanismes robustes de suivi et de responsabilisation et à un rôle central pour le FPHN.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Équateur, a déclaré que ces thèmes sont transversaux. La représentante a suggéré que le cadre pourrait couvrir les flux migratoires dans les chapitres consacrés à l'éradication de la pauvreté, à la santé, à la population, à la sensibilisation, au travail décent et aux MMCE. La prise de décision inclusive et participative et le renforcement des collectivités locales pourraient aussi être inclus ailleurs, devait-elle indiquer.

Le délégué des Émirats arabes unis, parlant également pour Chypre et Singapour, a suggéré une approche à plusieurs volets, dans laquelle certains thèmes pourraient être traités comme des cibles transversales, et d'autres, intégrés dans différents objectifs, tout en restant pondérés par ce que les gouvernements peuvent réaliser au niveau de la mise en œuvre nationale. Il a mis en exergue le rôle central des femmes dans la paix.

La Chine, parlant aussi pour le Kazakhstan et l'Indonésie, a déclaré que tous les ODD et cibles intermédiaires doivent être étroitement liés à l'éradication de la pauvreté et au développement. La représentante a déclaré que diverses instances existent pour le traitement des thèmes figurant ce groupe thématique; qu'ils ne doivent être ni des objectifs autonomes, ni des cibles intermédiaires, ni même figurer dans le prochain projet de texte. Toutefois, certains de ces thèmes pourraient être fusionnés dans l'éventuel rapport narratif. Elle a ajouté que la primauté du droit est une affaire interne non objectivable, et a indiqué que les éléments suivants ne sont pas pertinents au programme des ODD: processus décisionnel participatif et inclusif; renforcement des administrations locales; renforcement de la société civile; et liberté de presse, d'association et d'expression.

La représentante des États-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a appelé à un objectif axé sur « des établissements ouverts, responsables et efficaces » et à un objectif axé sur des « sociétés pacifiques et non-violentes », inscrit dans le cadre de l'universalité et des défis communs. Assorties à ce dernier, elle a suggéré des cibles portant sur la lutte contre la criminalité, la violence, les abus et l'exploitation, en particulier envers les femmes et les enfants; l'accès à des systèmes de justice et de police indépendants et efficaces; l'égalité d'accès à des institutions justes; et la lutte contre le crime organisé. Au sujet de la primauté du droit et des institutions responsables efficaces, elle a proposé des cibles portant sur: l'identité juridique gratuite et universelle; une participation accrue à la prise de décision; la liberté de presse, d'association et d'expression; et, la transparence et la responsabilisation des institutions publiques.

La Zambie a souligné le soutien à la primauté du droit. Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a plaidé pour l'amélioration de l'État de droit aux niveaux national et international, y compris à travers des cibles axées sur la lutte contre la criminalité internationale et transfrontalière et sur la promotion de l'accès à la justice.

L'Italie, parlant également pour l'Espagne et la Turquie, a souligné la protection des groupes les plus vulnérables, l'accès des personnes handicapées, et la cohérence des politiques.

Le Liechtenstein a soutenu les deux domaines d'intervention de ces thèmes, et a déclaré que les cibles intermédiaires portant sur l'établissement de sociétés pacifique, la résolution des conflits et l'élimination de la violence, devraient inclure: le crime organisé, en particulier la traite d'êtres humains et le trafic d'armes et de drogue; la prévention des morts violentes et des blessures; la réduction de toutes les formes et tous les niveaux de corruption; et l'établissement d'institutions transparentes et responsables. Au sujet de la primauté du droit, il a soutenu les cibles portant sur: l'identité juridique, y compris l'enregistrement

universel des naissances; l'augmentation de la part des femmes et des hommes, avec un accès sécurisé aux actifs; et des systèmes judiciaires nationaux efficaces.

Le Timor-Leste a parlé de l'expérience de son pays et a soutenu l'idée d'un domaine d'intervention axé sur la paix et la stabilité, assorti de cibles portant sur la capacité, la responsabilité et l'inclusion, la fourniture d'une identité juridique gratuite et universelle, la diminution du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et l'élaboration de solutions durables pour ce problème, et l'accroissement des opportunités de participation aux mécanismes de règlement des différends.

La Suède a déclaré que les États en conflit ou à peine sortis d'un conflit sont ceux qui ont eu le plus de difficultés à réaliser les OMD, et que manquer d'inclure l'élimination des violences et des conflits, comme objectif autonome, constituerait une « occasion ratée ». La représentante a appelé à un deuxième objectif axé sur la gouvernance démocratique et la primauté du droit, citant des conclusions de l'enquête 'My World', qui montrent qu'une « gouvernance honnête et sensible » est une priorité des citoyens du monde.

Cuba a déclaré qu'il n'appuyait pas l'inclusion d'objectifs sur l'établissement de sociétés pacifiques et non-violentes et sur l'État de droit, déclarant que ces sujets doivent être abordés par d'autres instances du système des Nations Unies. Le délégué a appelé le GTO à éviter des discussions sur le thème de la paix et la sécurité qui « nous éloignent des principaux objectifs de ces discussions ».

L'Éthiopie a déclaré que les décisions de l'Union africaine ont souligné l'interdépendance entre le développement et la sécurité des personnes et des États, et que la Position Commune africaine a fait de la paix et la sécurité, l'un de ses six piliers. Des sociétés pacifiques et non-violentes, la primauté du droit et des institutions capables, devraient figurer en bonne place dans les ODD, devait ajouter le délégué.

La Finlande a déclaré que ces thèmes méritent deux objectifs distincts: « des sociétés pacifiques et non-violentes » et « gouvernance démocratique et État de droit ». S'agissant de ce dernier, les cibles pourraient inclure: des institutions efficaces, transparentes et responsables, y compris dans la gestion des finances publiques; l'État de droit à tous les niveaux; l'identité juridique; la lutte contre la corruption; le renforcement des administrations locales et de la société civile; et la liberté de presse, d'association et d'expression.

Le Portugal a déclaré que les États touchés par la violence et des conflits sont confrontés aux plus grandes difficultés entravant la réalisation des ODD, et compromettent, ainsi, l'effort commun visant à ne laisser personne derrière. Le délégué a rappelé les résultats de l'enquête 'My World', qui classe ces questions parmi les questions prioritaires. Il a soutenu la prévision de deux objectifs distincts sur ces questions.

La République de Corée a déclaré que ces questions, qu'elles soient contenues dans un objectif autonome ou intégrées ailleurs, doivent être présentées comme des éléments centraux du développement durable et du programme de développement pour l'après-2015. Les cibles intermédiaires pourraient porter sur

l'accès à l'information publique, des prises de décision inclusives et participatives dans les processus politiques, et le renforcement du rôle de la société civile.

La Roumanie, parlant également pour la Pologne, s'est déclarée en faveur de deux domaines d'intervention distincts. Les cibles intermédiaires axées sur l'établissement de sociétés pacifiques pourraient porter sur la lutte contre la criminalité internationale organisée et le trafic d'armes légères, sur la responsabilité des institutions de sécurité, comme la police, et sur l'élimination de la violence contre les femmes, les enfants et autres personnes vulnérables. Les cibles axées sur « la bonne gouvernance, la primauté du droit et des institutions capables » pourraient inclure la conduite d'élections libres et équitables.

La Bulgarie, parlant également pour la Croatie, a préféré deux objectifs autonomes. Les cibles axées sur la bonne gouvernance pourraient porter sur la participation, la transparence, le respect des droits humains et la primauté du droit. Les cibles axées sur l'établissement de sociétés pacifiques incluraient: la réduction des morts violentes, la sensibilisation à une culture de non-violence et le renforcement de l'État de droit à tous les niveaux. La représentante a également souligné l'arrêt de la discrimination dans la prestation de service public.

Le Japon a déclaré que les ODD devraient envoyer un signal fort et inclure un objectif axé sur l'établissement de sociétés pacifiques et non-violentes. Le Pakistan a reconnu le fait que là où il n'y a pas de paix, il ne saurait y avoir de développement, tout en précisant qu'il existe déjà des mécanismes intergouvernementaux pour l'instauration de la paix. Le délégué a indiqué que les composantes de l'État de droit devraient s'étendre à l'ensemble des ODD, et a soutenu l'idée d'avoir des cibles intermédiaires garantissant: que tous les citoyens aient accès à la justice; que tous les pays disposent de systèmes publics de poursuite pénale efficaces; et que la durée moyenne des verdicts sur les affaires pénales soit réduite.

La Lettonie a soutenu l'idée d'avoir deux domaines d'intervention pour de ces thèmes, ainsi que les cibles intermédiaires consacrées: à la liberté d'expression, d'association et de médias sociaux; à un processus décisionnel inclusif et participatif; à la participation des femmes; et à une gouvernance inclusive et adaptée au niveau local.

L'Iran a appelé à une pleine adhésion aux principes de la Charte des Nations Unies et à leur respect, et a déclaré prévoir des difficultés à s'accorder sur les méthodes de suivi des questions figurant dans ce groupe thématique.

La Fédération de Russie a déclaré que les ODD ne doivent pas aller au-delà du cadre des accords politiques conclus à Rio+20, soulignant que l'établissement de sociétés pacifiques et non-violentes et la consolidation de la paix ne relèvent pas de ce champ d'action. Au sujet de l'État de droit, le délégué a souligné qu'il n'y a pas de position commune, entre les États membres, et qu'il est impossible de créer des indicateurs idoines. Il a mis en garde contre une interprétation trop large du développement durable, qui inclurait la paix et la sécurité et la primauté du droit, lesquels, a-t-il souligné, « ne sont pas de nature à faciliter la réalisation du consensus ».

Le Bangladesh a mis en garde contre la « titrisation de l'approche de développement », et a encouragé l'idée d'élaborer, sur les catalyseurs du développement, un rapport narratif équilibré, étalé sur l'ensemble des objectifs.

Le Costa Rica a appelé à un objectif axé sur « l'établissement des sociétés ouvertes, non-violentes et inclusives, fondées sur le respect des droits humains et, notamment, le droit à un développement favorisant la participation des femmes dans les processus décisionnels », assorti de cibles portant sur l'accès à la justice et la participation aux débats publics, aux activités politiques et à la prise de décision.

L'Estonie a appelé à l'inclusion de « l'établissement de sociétés pacifiques et non-violentes » et de « la démocratie et la primauté du droit » dans le cadre, et a fait part de son appui à toutes les cibles figurant dans le document, y compris celle consacrée à la lutte contre la violence.

La Grèce a indiqué que ces thèmes devraient être considérés comme étant deux domaines d'intervention distincts, et a souligné qu'il est important: de réduire la criminalité et la violence au sein des sociétés; de lutter contre la traite d'êtres humains; et de promouvoir la bonne gouvernance à travers la participation du public aux processus décisionnels politiques.

L'Inde a fait valoir que le travail du GTO est clairement encadré par les trois dimensions du développement durable, et qu'il ne soutiendrait pas « un quatrième pilier hypothétique ». Le délégué a précisé que le GTO devrait se concentrer sur la façon dont le développement conduit à la paix, et non sur la façon dont la paix peut conduire au développement. Il a souligné que l'Etat de droit, des institutions capables et la bonne gouvernance peuvent être intégrés dans divers objectifs en tant que MMCE. Il a fait observer, enfin, l'ironie dans la poursuite de certains Etats de la gouvernance au niveau national, alors même qu'ils sont compromis au niveau mondial et au sein de l'ONU.

L'Afrique du Sud a déclaré que les pays ne peuvent pas développer leurs économies si les ressources rares sont investies dans des conflits. En outre, la paix et la sécurité sont, dans certains cas, utilisées comme des conditionnalités. Le délégué a indiqué aussi que les thèmes examinés devraient faire partie d'un rapport narratif introduisant les objectifs.

L'Autriche a plaidé pour deux domaines d'intervention distincts axés sur: l'établissement de sociétés pacifiques, non-violentes et stables; et la bonne gouvernance, la transparence, la responsabilisation et des institutions démocratiques, inclusives et efficaces. Ils doivent mentionner de manière explicite les domaines d'action axés sur les droits humains et cibler les pressions externes qui engendrent la violence. La Nouvelle-Zélande a apporté son appui à l'approche du Timor-Leste, favorisant l'établissement de sociétés stables et d'institutions capables, et a proposé un objectif supplémentaire axé sur le suivi des inégalités, en passant par une amélioration de la collecte de données ventilées selon le sexe, le lieu, l'âge, la richesse, l'origine ethnique et le handicap.

La Palestine a proposé une cible portant sur l'élimination de l'impunité permise après les crimes internationaux les plus graves et a annoncé sa présentation de lettres d'adhésion à plusieurs conventions et traités internationaux.

REUNION AVEC DE GRANDS GROUPES ET AUTRES PARTIES PRENANTES

Mercredi après-midi, le coprésident Kőrösi a ouvert la réunion avec les grands groupes sociaux, en soulignant « qu'il est temps de traduire la vision en objectifs et cibles concrets à réaliser ».

Au sujet de l'établissement de sociétés pacifiques et non-violentes, de la primauté du droit et d'institutions capables, l'organisation 'Jeunes pour l'Unité' a déclaré que ce thème devrait être reflété dans deux domaines d'intervention distincts, accompagné d'un objectif autonome supplémentaire portant sur la bonne gouvernance. Les cibles intermédiaires pourraient être axées: sur les conflits basés sur l'extraction des ressources, des processus décisionnels inclusifs, à travers des données ventilées et l'accès du public à la supervision de l'environnement, et sur la promotion de l'intégrité du gouvernement, du secteur privé et des institutions financières internationales.

Au sujet des moyens de mise en œuvre et du partenariat mondial pour le développement durable, le Réseau Tiers Monde a déclaré que le secteur public devrait être au centre de financement du développement durable. La représentante a indiqué que le principe de RCMD s'applique aux MMCE partout dans ce cadre de travail, et pas uniquement à la question des politiques climatiques. Elle a également souligné la nécessité de soumettre les investisseurs à des normes et standards internationaux contraignants, et l'importance de l'évaluation et du suivi indépendants des technologies.

Au sujet de la conservation et utilisation durable des ressources marines, des océans et mers, Alliance des Hautes Mers a souligné la nécessité d'un objectif autonome sur les océans et mers, comprenant des références particulières à l'égalité entre les sexes et aux droits civils liées au milieu marin. Les cibles intermédiaires proposées comprennent: des stocks de poissons durables, la restauration des habitats endommagés, l'intégration de plans d'exploitation du milieu marin, l'élimination de la pêche illégale, et la lutte contre la pollution marine.

Au sujet des écosystèmes et de la biodiversité, le Forest Stewardship Council a appelé à des objectifs spécifiques, assurant le respect des personnes les plus touchées par la dégradation des écosystèmes. Le représentant a également appelé à des cibles intermédiaires portant sur les forêts et l'agriculture, ainsi qu'à l'intégration des idées concernant les modes de CPD dans tous les objectifs.

Au sujet du thème Villes et établissements humains durables, le Réseau des administrations régionales pour le développement durable (NRG4SD) a appelé à inclure dans les cibles axées sur les villes et établissements humains durables: une infrastructure adéquate, équitable, abordable et accessible pour tous; des liens économiques et sociaux entre les villes et les domaines sociaux; un transport durable; et la protection de la biodiversité.

Au sujet des modes de CPD, l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement a déclaré que tous les objectifs doivent avoir les modes de CPD à leur base et inclure: l'élimination de tous les produits chimiques nocifs; des programmes de sensibilisation; des marchés publics durables; l'éco-efficacité et zéro déchet; et l'utilisation efficace des ressources naturelles.

Au sujet du changement climatique, IBON a proposé des cibles: garantissant que les émissions de GES arriveront à leur pic avant 2020, puis diminueront rapidement; garantissant un décaissement efficace du financement destiné à la lutte contre le changement climatique; favorisant la RRC; et garantissant la participation des communautés marginalisées.

Au sujet de la croissance économique, l'Alliance mondiale des entreprises a exprimé sa préoccupation à l'égard de tous les domaines d'intervention, vu que « pour être franc, sans nous, aucun de ceux-ci ne sera en mesure de livrer un résultat ». Le porte-parole a appelé à une collaboration entre les entreprises, les collectivités locales et les autres parties prenantes, a souligné la formalisation de l'économie informelle, et a souligné que l'infrastructure comprend la gestion et la connaissance des technologies.

Au sujet de l'industrialisation, le Réseau Tiers-Monde a proposé des cibles axées sur le développement industriel durable, la diversification économique, la capacité technique, et un code de conduite pour les sociétés transnationales.

Au sujet de l'infrastructure, le Groupe Etc. a proposé la suppression de ce domaine d'intervention, la réalisation d'économies de coûts en réduisant l'utilisation des combustibles carboniques dans l'industrie, et la création d'un mécanisme de facilitation et l'évaluation de la technologie.

Au sujet de l'énergie, l'organisation Reacción Climática a soutenu l'idée d'avoir à la fois des objectifs et cibles autonomes et transversaux. La représentante a suggéré d'éclaircir le sens de « sources d'énergie modernes » et d'appliquer le principe de précaution, pour garantir une énergie sûre, renouvelable et écologique. Elle a appelé à l'octroi d'une priorité à un secteur énergétique décentralisé et contrôlé démocratiquement.

Au sujet de l'eau et de l'assainissement, le Groupe de travail sur les activités minières a proposé des cibles axées, notamment, sur: zéro déversement de substances toxiques et pollution aquatique; zéro extraction d'eaux douces au-delà de l'approvisionnement durable; zéro défécation en plein air; promotion d'un traitement de 100% des eaux usées; et promotion d'une gouvernance efficace des ressources en eau.

Au sujet de l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition, la Société mondiale pour la protection des animaux et le Groupement de l'alimentation et l'agriculture ont proposé des cibles portant, entre autres, sur une réduction, de moitié, du taux global des pertes et des déchets alimentaires et sur la garantie du fonctionnement et de l'accessibilité des marchés, pour tous.

Au sujet de la parité et l'autonomisation des femmes, l'organisation 'Gender Leadership and Social Sustainability Research' a déclaré que la richesse doit être répartie de manière durable, et a proposé des cibles portant sur: la réduction et la répartition du travail domestique non rémunéré; l'obtention de droits sexuels et reproductifs universels; l'élimination de toutes les formes de discrimination fondées sur le sexe; et la mobilisation de ressources financières, avec une priorité accrue à la question de l'égalité des sexes.

Au sujet de l'éducation, l'organisation 'Education International' a suggéré des cibles axées sur la garantie, d'ici 2030, de l'accès de tous les enfants au cycle complet de l'enseignement de base, allant du début primaire au

niveau secondaire supérieur, de la bonne formation de tous les enseignants, et d'un enseignement sur la citoyenneté mondiale dans toutes les écoles.

Au sujet de l'emploi et du travail décent pour tous, le Feminist Task Force a appelé à un objectif autonome sur le plein emploi productif et le travail décent pour tous, et à un objectif distinct sur la protection sociale universelle. La représentante a appelé aussi à des cibles intermédiaires axées sur: la garantie de conditions de travail décentes; l'introduction d'un salaire minimum vital; la garantie de la sécurité du revenu et des services de protection sociales pour l'enfance; et la réduction du nombre de travailleurs pauvres.

Au sujet de la dynamique santé et population, la Coalition internationale pour la santé de la femme a proposé un objectif autonome sur la réalisation de vies saines, fondées sur les droits humains, sur les droits sexuels et reproductifs, et sur la mise à disposition de services aux groupes les plus marginalisés. La représentante a appelé à des cibles axées sur: des soins sanitaires et une couverture santé universels; l'élimination des décès évitables du nouveau-né et de l'enfant; l'accès universel aux services de santé sexuelle et génésique; et l'allègement du fardeau des maladies non transmissibles.

Au sujet de l'éradication de la pauvreté et de l'inégalité, 'l'ATD 4th World Network' a appelé à un objectif autonome sur l'éradication de la pauvreté, exprimant la nature multidimensionnelle de la pauvreté et servant d'objectif primordial pour l'ensemble du programme. Le délégué a appelé à l'intégration de la question de l'inégalité et à un objectif autonome sur la promotion de l'égalité, assorti de cibles intermédiaires axées sur l'autonomisation et la promotion d'une participation significative des groupes les plus marginalisés et sur la diminution des inégalités au niveau du revenu national.

Le Grand groupe des Femmes a souligné la nécessité, pour les ODD, d'être écrits dans une nouvelle langue, « pour permettre à la réalité de suivre l'imagination ». La porte-parole a appelé à un objectif autonome et des éléments transversaux portant sur les droits des femmes, et à focaliser le libellé plutôt sur le développement durable, que sur la croissance économique.

Le porte-parole des Enfants et des Jeunes a proposé: une cible axée sur la réduction du nombre d'enfants qui vivent dans des ménages sous le seuil national de pauvreté; une cible axée sur l'accès universel à une éducation sexuelle factuelle; un découplage absolu, et non relatif, de la croissance économique et de l'empreinte environnementale; un objectif autonome sur la bonne gouvernance; et l'élimination de la violence contre les enfants.

Le porte-parole des Peuples autochtones a déclaré que l'objectif portant sur l'éducation doit comprendre une cible intermédiaire axée sur les droits et le patrimoine culturels, et a suggéré des cibles axées sur l'emploi pour protéger les occupations et moyens de subsistance traditionnels. Le délégué a également suggéré le soutien des systèmes énergétiques communautaires à petite échelle, décentralisés. Au sujet du changement climatique, il a plaidé pour un objectif autonome et d'interconnexions.

La porte-parole des ONG a déclaré que l'objectif portant sur l'éradication de la pauvreté, doit garantir à tout un chacun, un niveau minimum de bien-être. Elle a appelé à l'élimination de

l'inégalité économique extrême entre les pays, et en leur sein, et à une approche fondée sur les droits dans toutes les cibles, y compris en rendant la souveraineté alimentaire, un droit. Elle a ajouté que le domaine d'intervention consacré à l'eau et l'assainissement doit inclure des cibles portant sur l'hygiène.

Le porte-parole des Collectivités locales a souligné la nécessité de localiser le programme et d'impliquer les collectivités locales dans la mise en œuvre et le suivi des ODD.

Le délégué des Syndicats des travailleurs a déclaré qu'un objectif autonome sur l'emploi est nécessaire et a souligné, entre autres, la promotion du salaire minimum, la reconnaissance des droits de toutes les femmes et la protection des droits au dialogue social, à l'organisation et à la négociation collective.

Le porte-parole du secteur Commerce et Industrie a mis l'accent sur la gouvernance efficace et la primauté du droit et sur l'importance d'avoir des systèmes juridiques fonctionnels. Il a indiqué que le succès ne sera réalisé qu'à travers l'établissement entre les moyens de mise en œuvre et les divers domaines d'intervention, de manière fondée sur la bonne gouvernance.

Intervenant au nom des Personnes âgées, Helen Hamlin a précisé qu'elle est âgée de 91 ans, et a déclaré que le cadre pour l'après-2015 doit soutenir une société de tous les âges, rappelant que « nous sommes tous en train de vieillir ». Elle a appelé à des données ventilées pour permettre une compréhension de la pyramide des âges des sociétés, et a plaidé pour des objectifs axés sur santé, la parité et la sécurité alimentaire.

CLÔTURE DE LA GTO-10

Au cours du débat de clôture sur « la voie à suivre », vendredi soir, le co-président Kamau a indiqué que le Groupe a examiné un nombre incroyable d'idées durant les cinq jours de la réunion. Il a souligné que la réduction de leur nombre ne va pas être un exercice aisé, mais que c'est le défi que les Etats membres de l'ONU se sont fixés à Rio+20, et cela sera faisable si le groupe reste engagé en faveur de l'objectif ultime.

Selon leur proposition pour les trois réunions qui restent à tenir par le GTO, les co-présidents procéderont à la révision du document de domaines d'intervention, sur la base des discussions qui ont eu lieu à la GTO-10, et livreront une nouvelle version, le 18 avril 2014. Il a précisé que la GTO-12, en juin, le Groupe examinera le nouveau document révisé des co-présidents, qui comportera l'ensemble des objectifs et cibles exprimés. À partir de là, a-t-il ajouté, le processus serait guidé par le document lui-même.

Le temps n'est pas encore venu pour la négociation d'un texte, devait-il préciser, et que le GTO doit encore affiner les objectifs et les cibles avant de discuter de leurs spécificités. Il a encouragé le Groupe à ne pas rester coincé dans les thèmes des 19^e et 20^e siècles, et de ne garder, à la pointe de l'ordre du jour, que ceux du 21^e siècle, tels que le changement climatique, les villes, et l'inégalité.

Les États membres ont réagi par des questions sur: la traduction des documents; la nature des « consultations » ou des négociations plus formelles du GTO; le point de savoir si le document doit inclure un narratif ou un préambule introductif; les moyens pour adopter des objectifs et cibles finaux; et la date d'émission des futurs documents.

Kamau a confirmé que le document sera adopté par consensus et qu'à certains moments ponctuels, des négociations auront lieu, mais a exprimé l'espoir de voir le processus itératif proposé, apporter plus de confort avec les projets de texte successifs. Il a indiqué aussi que, lorsque des points complexes seront abordés, le Groupe devra décider de les résoudre ou de les laisser à un autre processus. Il a précisé que les coprésidents s'attendent à ce qu'il y ait un narratif d'accompagnement, mais qu'ils ne seraient pas en mesure de présenter un projet de texte avant la réunion de juin prochain. Le co-président Kamau a clos la GTO-10 à 19h25.

BREVE ANALYSE DE LA GTO-10

LA RÉVOLUTION SERA TWITTABLE

Les nouveaux objectifs de développement doivent être 'twittables'. Ils doivent être compris par les ministres, les mères, les capitales, les jeunes, les collectivités locales et les citoyens partout dans le monde. Les enfants d'âge scolaire devraient être capables de les réciter. Dans le même temps, les ODD pourraient être un outil pour le lancement d'une vraie grande transformation à l'échelle de la planète. Ces éléments figurent parmi les nombreuses exigences que les délégués du GTO ont placées, dans le cadre de travail sur les ODD, et que les gouvernements sont vivement en train d'essayer de réaliser avant la date butoir fixée pour la soumission de leur rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, en Juillet 2014.

Durant la GTO-10, les gouvernements et la société civile, à l'intérieur et à l'extérieur du siège de l'ONU, à New York, se sont concentrés sur les discussions du GTO dans sa poursuite de l'examen de ce qui devrait être inclus dans un ensemble global d'ODD. Que ce soit à travers la diffusion en ligne sur le web, les délégués présents dans la salle de réunion bondée ou les tweets de beaucoup après les débats, la 10^e session du GTO a été diffusée au monde. Comme l'ont fait observer de nombreux délégués tout au long de la réunion, c'est exactement ce qui doit arriver aux ODD adoptés, mais alors, à une échelle beaucoup plus grande. Chaque objectif doit être court, clair et compréhensible, en un mot – « twittable » - pour pouvoir être largement communiqué à grand public et inspirer l'action partout dans le monde.

L'attention accordée à la GTO-10 rend compte du rôle des ODD dans l'élaboration d'un programme universel de développement durable, mais avec le passage des discussions à des niveaux plus détaillés des actions ciblées que les gouvernements et les grands groupes sociaux souhaiteraient voir dans le nouveau programme, certains ont fait part de préoccupations au sujet de l'aisance avec laquelle la communauté mondiale de plus de 190 Etats sera en mesure d'affiner les désormais plus de 300 objectifs et cibles identifiés, pour traduire l'ensemble en un programme d'action cohérent. Les tweets sortants du GTO fournissent des invites à cette brève analyse de la GTO-10 et de son rôle dans l'effort d'élaboration des ODD.

LA GTO-10 COMMENCE PAR L'EXAMEN DES CHAMPS D'APPLICATION ET FINALITE DES ODD

Les coprésidents ont ouvert la GTO-10 par un examen des portée, finalité et conception des ODD et des cibles intermédiaires. Selon les directives des co-présidents, les ODD

doivent intégrer le travail resté inachevé dans le cadre des OMD, traiter des trois dimensions du développement durable, telles que formulées dans le document final de Rio+20, et contribuer à la riposte mondiale aux nouveaux défis liés au développement durable. Les délégués ont rappelé que les ODD ont un passé important, mais qu'elles devraient aussi intégrer une vision de l'avenir. Des observateurs ont souligné que la tension entre se contenter de rééditer des formulations convenues précédemment et s'efforcer d'aller plus loin, est une caractéristique de toutes les négociations sur le développement durable. Mais, avant d'ajourner la séance, vendredi, le coprésident Kamau a pressé les gouvernements d'accorder la priorité aux défis du 21^e siècle, tels que le changement climatique, les villes, les écosystèmes, la bonne gouvernance et l'élimination des inégalités, quelles qu'en soient les difficultés au plan politique, et de pas se concentrer trop exclusivement sur les thèmes de l'ordre du jour du développement des 19^e et 20^e siècles. « Pour rester crédibles, nous ne pouvons pas tourner le dos à ces questions », devait-il conclure.

Certains ont fait part de leur frustration quant aux limitations que certains intervenants ont cherché à placer sur les objectifs, mais d'autres ont fait observer que le nombre et la diversité des propositions d'objectifs avancés, rend compte de la valeur potentielle des ODD. Des objectifs allant d'OMD actualisés à l'élimination de la pauvreté extrême, en passant par l'accroissement de l'enregistrement des naissances, l'allaitement maternel universel, le soutien aux collections du musée et à la promotion des trottoirs de la ville, ont été avancés au cours de la première plongée réelle du GTO dans les objectifs et cibles possibles à inclure.

A la fin de la session, certains délégués ont exprimé un enthousiasme renouvelé quant aux possibilités de voir le cadre des ODD susciter des changements importants. Cependant, beaucoup étaient épuisés après leurs tentatives d'assimilation des centaines d'objectifs et cibles examinés à la GTO-10, et leur réflexion sur la tâche qui les attend dans la détermination des priorités et la traduction des objectifs proposés en un programme et des actions « twittables ».

LE GTO RÉAGIT AU DERNIER PROJET DE TEXTE DES DOMAINES D'INTERVENTION DES ODD

Outre la proposition d'objectifs, tout au long de leur discussion sur les 19 domaines d'intervention, les gouvernements ont décrit des thèmes devant constituer des objectifs - des « intitulés » d'ODD, comme les a appelés la représentante des États-Unis. Dans certains domaines – l'éradication de la pauvreté, la santé, l'égalité des sexes et l'éducation - beaucoup ont semblé s'entendre sur l'importance d'avoir un objectif autonome.

Le débat sur l'éradication de la pauvreté, par exemple, a fourni un aperçu de la façon dont la réflexion du groupe a évolué depuis sa première discussion sur ce thème, à la GTO-2 en avril 2013. Au cours de cette réunion, les gouvernements n'étaient pas allés plus loin que le soulignement de la complexité des mesures qui seraient nécessaires à la réduction de la pauvreté, et avaient fait des recommandations d'ordre général, que l'objectif futur éventuel englobe, par exemple, « des interventions politiques et programmatiques focalisées et une autonomisation des personnes ». Après une année d'inventaire, certains délégués sont venus préparés avec des

propositions d'objectifs détaillées, incluant des pourcentages, des taux et des échéances. Des objectifs spécifiques ont été proposés pour réalisation d'ici à 2030, dont, notamment, celui consistant à réduire de moitié l'intensité de la pauvreté et le nombre de ceux qui sont vulnérables à la pauvreté extrême, et à augmenter la proportion de personnes bénéficiant de la sécurité alimentaire.

Nonobstant le consensus évolutif autour de certaines questions, la plupart des « intitulés » d'objectifs sont toujours en discussion, et les cibles intermédiaires proposées pour leur mise en œuvre, nécessitent un examen et une élaboration plus approfondis. A propos des domaines d'intervention qualifiés par le co-président Kamau de thèmes « post-OMD » et de thèmes « du 21^e siècle », des observateurs ont souligné que beaucoup de travail restait à faire à leur sujet. Certains ont indiqué que le débat sur le groupe thématique « Conservation et utilisation durable des ressources marines, des océans et des mers; Écosystèmes et biodiversité » était bien vaste et qu'il nécessitait davantage de discussion et une hiérarchisation des éléments éventuels susceptibles d'être traduits en cibles à atteindre. Et Bien que plusieurs gouvernements aient apporté leur soutien à un objectif autonome sur les océans, qui subdiviserait ce groupe thématique en deux objectifs, les cibles proposées dans le cadre de ce domaine d'intervention, selon de nombreux observateurs, ont besoin d'être hiérarchisées et précisées davantage.

D'autres ont souligné que des divergences fondamentales dans les approches, demeurent au sujet de divers domaines d'intervention, et même sur la question de savoir, à propos de certains d'entre eux, s'ils relèvent bien du cadre des ODD. Le débat sur le groupe thématique portant sur l'établissement de sociétés pacifiques et non-violentes, la primauté du droit et la bonne gouvernance a révélé l'existence d'opinions sensiblement divergentes entre les États membres. Beaucoup ont déclaré souhaiter voir ce groupe former deux objectifs, pour avoir jugé les concepts qui y figurent comme étant des précurseurs importants pour le développement économique et social, mais d'autres ont indiqué qu'ils ne soutiendraient pas l'intégration des concepts « de sociétés pacifiques et non-violentes » dans ce cadre d'action, parce que la concentration du Groupe doit être sur les contributions du développement à la paix, et non l'inverse. Certains parmi ceux qui sont opposés à un objectif sur la paix et la non-violence ont indiqué qu'ils appuieraient l'idée d'introduire les notions de primauté du droit dans la trame de divers objectifs, mais pas sous forme d'objectif autonome.

LA GTO-10 CLOTURE SES TRAVAUX PAR UN DEBAT SUR LA VOIE A SUIVRE, LES CO-PRESIDENTS FOURNISSENT UN PLAN POUR LES PROCHAINES SESSIONS

Alors que le GTO ne dispose que de trois sessions encore, - 15 derniers jours de réunion - l'expérience de la GTO-10 a démontré l'ampleur de la tâche consistant à élaborer des objectifs et des cibles. Les gouvernements se sont, sans doute, concentrés sur un nouveau niveau de détail dans leurs présentations d'objectifs possibles, mais ils ont dû se concentrer davantage encore pour le suivi des nouveaux domaines de consensus et l'alignement des groupes constitutifs du GTO avec les diverses propositions avancées. Aux prochaines sessions, les discussions (et les tweets) du GTO devraient passer de la détermination des positions

personnelles à des questions sur lesquelles tout le monde peut s'entendre. Mais vu le grand nombre des cibles possibles, présentées à la GTO-10, et leurs différents niveaux de spécificité, comment les gouvernements atteindront-ils leur but consistant à d'adopter un ensemble limité d'ODD, apte à être facilement communiqué au monde?

La salle de conférence était bondée et animée, vendredi après-midi, les délégués y retournant après des négociations bilatérales dans les couloirs - et a dû être calmée par les co-présidents - pour entendre le projet de texte sur les perspectives à venir. Ceux qui espéraient un passage clair à des négociations fondées sur des textes, à la prochaine session du GTO, ont été, cependant, déçus, lorsque le co-président Kamau a présenté le programme de travail des trois prochaines sessions, axé sur d'autres « consultations » itératives sur les domaines d'intervention. Certains observateurs ont souligné que bien que l'exercice d'inventaire, qui a duré une année, pourrait avoir suggéré qu'il serait temps, désormais, d'entamer la négociation d'objectifs, le premier examen de près, de certains de ces derniers, mené par le GTO, a révélé qu'un projet de texte de négociation nécessite sans doute quelques étapes à franchir encore.

Certains ont pointé du doigt l'expression d'appui et de gratitude adressée aux coprésidents du GTO, Kamau et Kőrösi, par nombre d'États membres de l'ONU, comme étant un signe de soutien à la voie à suivre qu'ils ont présentée. Des observateurs ont indiqué que c'est la charge des co-présidents de guider les gouvernements vers un accord rapide et significatif sur les ODD, malgré la contrainte d'un calendrier serré, un mandat âprement négocié, une responsabilité devant le monde et juste des messages « twittables » de 140 caractères, pour transmettre l'essentiel de chaque objectif. Indépendamment de ce qui arrivera aux trois dernières sessions du GTO, le monde sera en train de regarder... et de twitter.

REUNIONS A VENIR

Débat thématique de l'AGNU: Rôle des partenariats et leurs contributions au programme de développement pour l'après-2015: Cet événement fait partie d'une série organisée par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: la mise en place ». L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation d'ODD. **dates:** 9-10 avril 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

Première réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération au développement efficace: Le Partenariat mondial travaille avec des partenaires pour compléter les efforts existants qui ont une incidence sur l'efficacité de la coopération au développement. Il s'agit notamment du Forum des Nations Unies de la coopération au développement, du Groupe de travail de développement du G20 et du processus dirigé par l'ONU pour la mise en place d'un programme mondial de développement pour l'après 2015. Le Partenariat mondial s'appuie sur une série d'efforts internationaux, y compris ceux qui ont débuté dans le cadre du Consensus de Monterrey (2002), la Déclaration de Rome sur l'harmonisation (2003), la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005) et le

Programme d'action d'Accra (2008). **dates:** 15-16 avril 2014 **lieu:** Mexico City, Mexique **contact:** Derek Kilner, UNDP **téléphone:** +1-212-906-5742 **courriel:** derek.kilner@undp.org **www:** <http://effectivecooperation.org/>

Débat thématique de l'AGNU: Assurer des sociétés pacifiques et stables: Cet événement fait partie d'une série organisée par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: la mise en place ». L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation d'ODD. **dates:** 24-25 avril 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

GTO-11: Le GTO continuera l'examen des objectifs, cibles et indicateurs de développement durable. **dates:** 5-9 mai 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/owg11.html>

Quatrième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable: La quatrième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable est prévue en mai 2014. **dates:** 12-16 mai 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1687>

Réunion de haut niveau de l'AGNU: Contributions de la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire et des technologies de l'information et de la communication au programme de développement pour l'après-2015: Cet événement fait partie d'une série organisée par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: la mise en place ». L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation d'ODD. **dates:** 21-22 mai 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

Réunion de haut niveau de l'AGNU: Les droits humains et la primauté du droit dans le programme de développement pour l'après- 2015: Cet événement fait partie d'une série organisée par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: la mise en place ». L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation d'ODD. **dates:** 9-10 juin 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Office of President of the General Assembly **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

GTO-12: Le GTO continuera l'examen des objectifs, cibles et indicateurs de développement durable. **dates:** 16-20 juin 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/owg12.html>

Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du PNUE: La première réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) du Programme des Nations Unies pour l'environnement devrait inclure des séances plénières

ministérielles sur les ODD et le programme de développement pour l'après-2015 et sur le commerce illégal de la faune et de bois. **dates:** 23-27 juin 2014 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jiří Hlaváček, Secretary of Governing Bodies, UNEP **téléphone:** +254-20-7623431 **courriel:** unep.sgb@unep.org **www:** <http://www.unep.org/unea/>

Forum politique de haut niveau: La deuxième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable aura lieu en conjonction avec l'édition 2014 de la session de fond du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Le thème du Forum pour 2014 sera « Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et tracer la voie pour un programme de développement post-2015 ambitieux, englobant les objectifs de développement durable ». **dates:** 30 juin - 9 juillet 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1556>

GTO-13: Le GTO continuera l'examen des objectifs, cibles et indicateurs de développement durable. **dates:** 14-18 juillet 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/owg13.html>

Cinquième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable: La cinquième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable est prévue en août 2014. **dates:** 4-8 août 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1688>

Troisième Conférence des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (PEID): La troisième Conférence des Nations Unies sur les PEID se concentrera sur le thème « Développement Durable des PEID par le biais des partenariats véritables et durables ». **dates:** 1-4 septembre 2014 **lieu:** Apia, Samoa **www:** <http://www.sids2014.org/index.php?menu=32>

Sommet des Nations Unies sur le changement climatique: Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, convoquera le Sommet dans le but de mobiliser la volonté politique pour un accord climatique global, universel et juridiquement contraignant, en 2015. **date:** 23 septembre 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** <http://www.un.org/climatechange/summit2014/>

Session extraordinaire pour le suivi du Programme d'action de la CIPD: Une Session extraordinaire de huit heures pour le suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) est organisée de manière coïncidant avec le segment de haut niveau du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies. **date:** 22 septembre 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Mandy Kibel, UNFPA **téléphone:** 1-212-297-5293 **courriel:** kibel@unfpa.org **www:** <http://icpdbeyond2014.org/>

Conférence mondiale sur les peuples autochtones: La Conférence mondiale sur les peuples autochtones, Edition 2014, sera organisée sous forme de réunion plénière de haut niveau de la 69^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies,

et soutenue par l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, pour l'échange des vues et le partage des bonnes pratiques en matière de réalisation des droits des peuples autochtones et de poursuite des objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. **dates:** 22-23 septembre 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Nilla Bernardi **téléphone:** +1 212-963-8379 **courriel:** bernardi@un.org **www:** <http://wcip2014.org/>

Pour les réunions supplémentaires, consulter <http://post2015.iisd.org/>

GLOSSAIRE

CARICOM	Communauté des Caraïbes
CBD	Convention sur la diversité biologique
RCMD	Responsabilités communes mais différenciées
DDSS	Désertification, dégradation des sols et sécheresse
PRC	Prévention des risques de catastrophes
GES	Gaz à effet de serre
IPHN	Instance politique de haut niveau sur le développement durable
CIEFDD	Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable
FMI	Fonds monétaire international
INN	Pêche illégale, non déclarée et non réglementée
PMA	Les pays les moins avancés
PDSL	Les pays en développement sans littoral
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
MME	Moyens de mise en œuvre
AMP	Aires marines protégées
MNT	Maladies non transmissibles
APD	Aide publique au développement
GTO	Groupe de travail ouvert à tous
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable
CPD	Consommation et production durables
ODD	Objectifs de développement durable
PEID	Petits Etats insulaires en développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
AOSIS	Alliance des petits Etats insulaires
BBNJ	Biodiversité marine des zones situées au delà des lignes de juridiction nationale
SE4ALL	Energie durable pour tous
PEID	Petits Etats insulaires en développement
10YFP	Cadre de programmation décennale de modes de consommation et de production durables
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies